



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Soc.

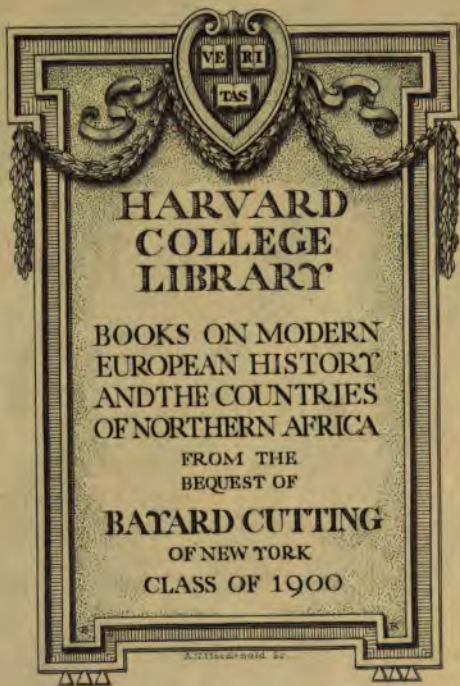
WIDENER



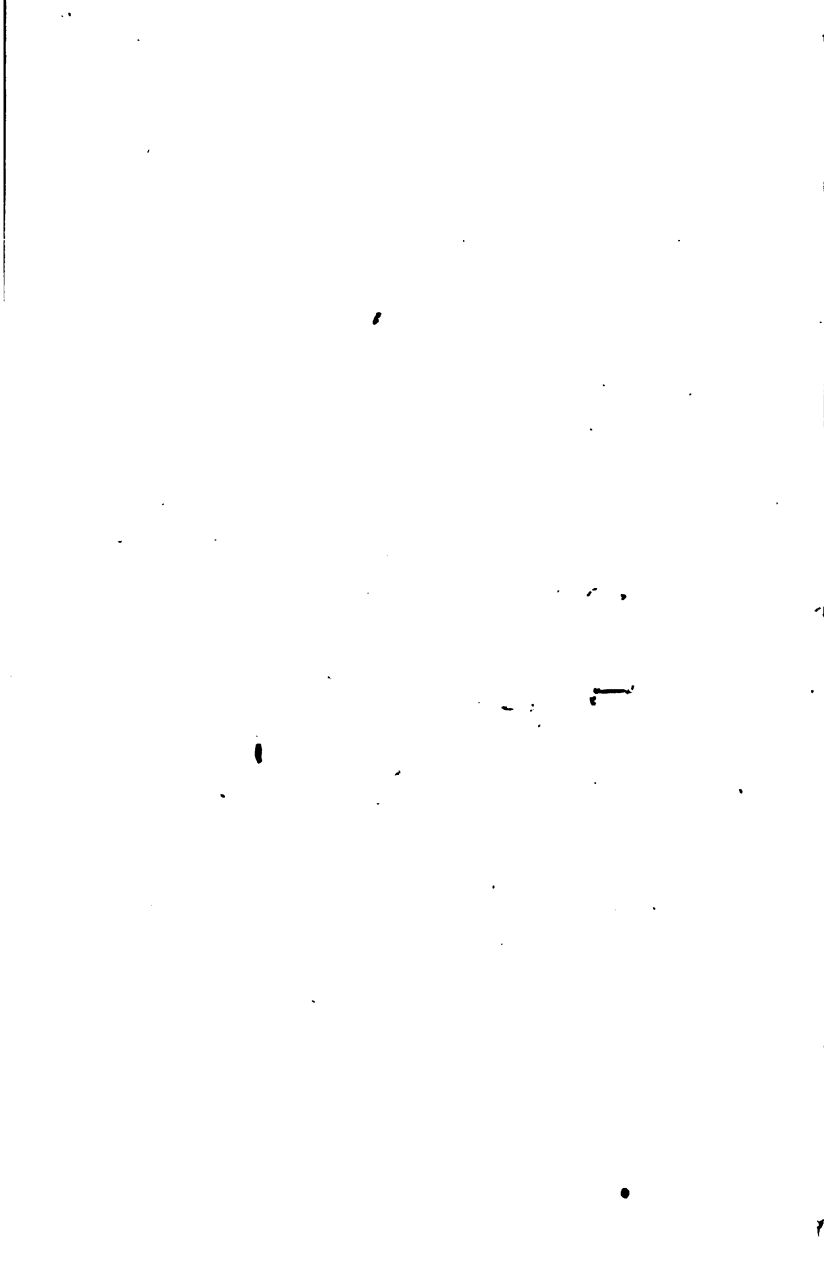
HN QSD6 R

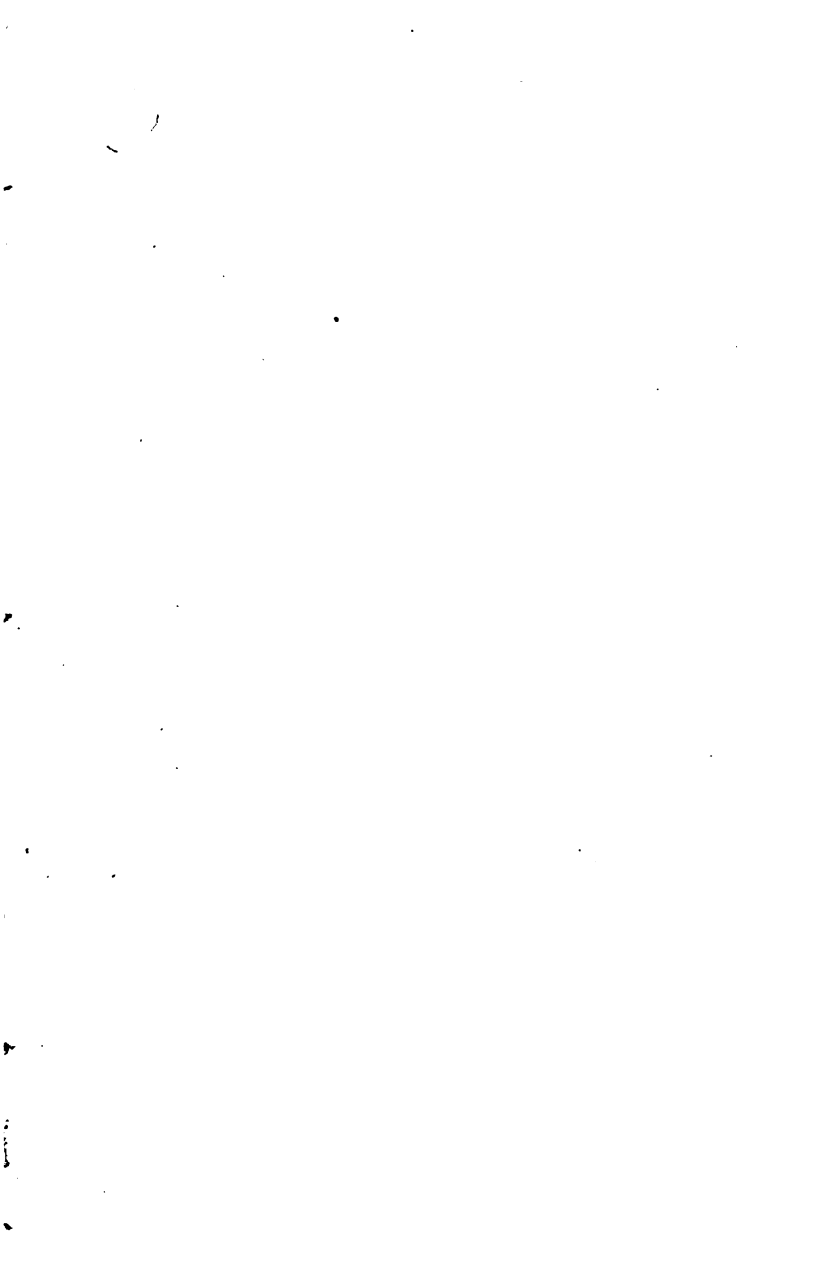


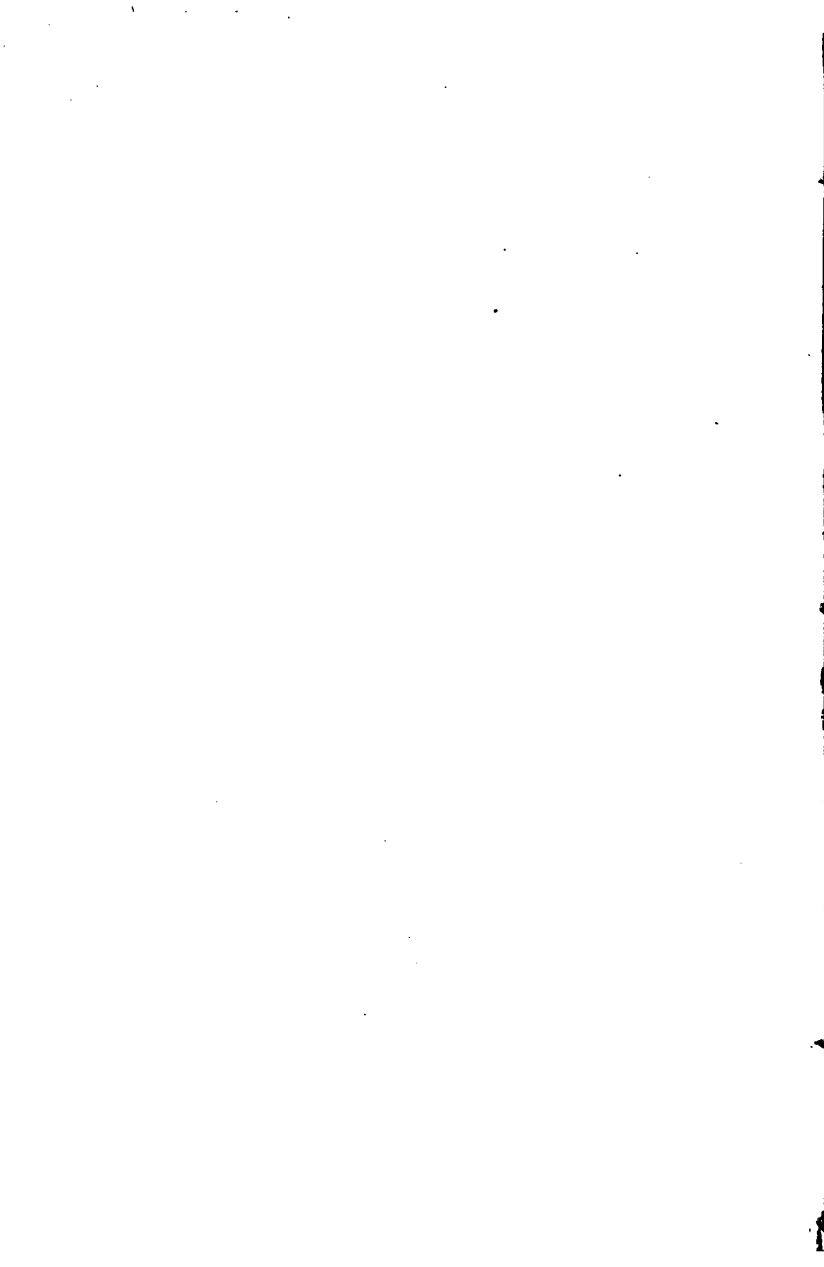
Soc  
915  
301













ONZE ANS D'HISTOIRE SOCIALISTE

---

# AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

LE CONSEIL NATIONAL

**DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS**

—  
(1889-1900)  
—

—  
PARIS  
LIBRAIRIE G. JACQUES & Cie  
I, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, I.

—  
1901

Soc 915.301.

4



*cutting fund*

*Depuis l'année 1889, époque où le Conseil national du Parti ouvrier français — auparavant investi de fonctions purement administratives — fut chargé de veiller au maintien et à l'exécution des résolutions de nos Congrès nationaux, il a dû, chaque fois qu'un événement important se produisait, intervenir pour faire entendre au public socialiste la voix collective du Parti, pour expliquer la signification et la portée sociales d'un phénomène économique, pour apporter ses encouragements aux travailleurs en lutte contre l'exploitation capitaliste, pour signaler et prévenir une déviation vers laquelle des hommes bien ou mal intentionnés voulaient entraîner le prolétariat.*

*Il m'a semblé utile de rassembler en un volume tous ces documents qui, approuvés par nos Congrès, contiennent pour ainsi dire le jugement de notre Parti sur la série des faits advenus au cours des onze dernières années*

*Non seulement nos camarades y trouveront le souvenir des luttes menées ensemble, mais amis comme ennemis en tireront de quoi réfuter mainte affirmation malveillante ou calomnieuse.*

*Ce qui ressortira de cette lecture, c'est la continuité de méthode et d'action du Parti, c'est la fixité de sa tactique, qui, à travers les changements perpétuels du milieu politique, reste constamment une, toujours*

*diverse et toujours la même, assez souple pour s'adapter sans effort à la complexité des circonstances, assez ferme pour ne point s'écarter du terrain de la lutte de classe où désormais, à la suite de notre Congrès de Marseille, le prolétariat a pris définitivement position pour la conquête du pouvoir politique, condition indispensable de son affranchissement.*

BRACKE.

---

# ONZE ANS D'HISTOIRE SOCIALISTE

---

## Ni Ferry, ni Boulanger !

AUX ÉLECTEURS

*Citoyens,*

La France traverse en ce moment la plus grave des crises qui, depuis la Révolution du siècle dernier, ait mis en jeu son existence. Après cent ans de règne, la bourgeoisie épuisée et corrompue est arrivée à cet état de décomposition et d'infamie qui, en 1789, a fait la ruine de la noblesse et de l'ancien régime. Incapable de gouverner, elle ne sait plus que se diviser en fractions se disputant le pouvoir et la curée de la fortune publique.

Dix-huit années de gaspillages, de prévarications, de guerres lointaines et d'oppression des travailleurs, maintenus dans la même misère, sous le même servage, que par l'empire et la royauté, ont soulevé, contre un régime qui usurpe traitreusement le nom de République, le mécontentement universel et ranimé les espérances liberticides des monarchistes.

Mais la nation, décidée à se délivrer de gouvernants indignes, cherche à se ressaisir et n'a pas encore trouvé

sa voie. Abusée, déroutée comme toujours par la vilénie, les défections, les mensonges des politiciens et des intriguants, elle semble hésiter entre les écueils contre lesquels elle se brise périodiquement, entre le parlementarisme et le pouvoir personnel, entre la réaction opportuniste ou radicale et la dictature, entre Ferry et Boulanger.

Pour une partie du peuple affolée de déceptions et de misère, il semble qu'en haine du présent on veuille se rejeter dans le passé, tandis qu'il faut résolument marcher en avant. Il faut anéantir les maîtres qui nous dominent ou nous menacent, et non les remplacer l'un par l'autre. *Il faut nous débarrasser* enfin du seul et unique mal qui nous accable, sous la République bourgeoise comme sous la monarchie : la FÉODALITÉ CAPITALISTE, pour laquelle gouvernent aujourd'hui opportunistes et radicaux, pour laquelle, demain, gouvernerait et sabrerait Boulanger.

*La république est la forme politique nécessaire de l'affranchissement prolétarien. A tout prix elle doit être conservée.* C'est l'impuissance, ce sont les crimes de nos dirigeants soi-disant républicains qui l'ont compromise et l'exposent à l'assaut des monarchistes conjurés et masqués ; c'est leur détestable politique qui a créé le péril boulangiste. *Ils doivent disparaître, ils sont jugés et condamnés.*

Mais leur chute ne doit pas être la chute du pays dans l'impérialisme, en pleine boue césarienne. Nous ne devons pas tomber *de Ferry en Boulanger*, mais les clouer au même pilori : *ni Ferry, ni Boulanger !* ni rue de Sèze, ni rue Cadet ! *La République égalitaire et sociale !*

Cette république sociale, ce régime populaire du bien-être, de la liberté pour tous, nous l'aurons si nous savons vouloir, si, conscients que la libération de leur classe, dépouillée et écrasée, ne peut aboutir que par l'expropriation des détenteurs du pouvoir et du capital, les pro-

létaires, l'élite du prolétariat, répondent à notre appel et se joignent à nous, au Parti socialiste, pour le combat par tous les moyens, contre tous les partis bourgeois, également conservateurs de l'exploitation ouvrière et paysanne.

Citoyens, laissons les divers partis bourgeois aux prises, sans nous mêler autrement de cette lutte que pour les frapper l'un et l'autre ! Rappelons-nous que si opportunistes, radicaux, cléricaux et boulangistes se disputent aujourd'hui à qui nous régira et nous pillera, ils ne faisaient qu'un en 1871 pour mitrailler les nôtres, comme ils ne feront qu'un pour nous mitrailler nous-mêmes dès que nous tenterons de briser le joug des capitalistes.

Et rallions-nous, tous ceux qui sont las d'impôts, de misère et de faim, tous ceux qui veulent avoir leur part des immenses richesses qu'ils créent pour quelques privilégiés, tous ceux qui veulent enfin, maîtres de la matière et des instruments de production, vivre indépendants et libres, rallions-nous au drapeau de la révolution pour l'émancipation des travailleurs, la paix internationale et la république sociale.

Pour le PARTI OUVRIER :

*Crépin ; — S. Dereure ; — G. Deville ; — Jules Guesde ; — Paul Lafargue ; — Laine.*

Pour le COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE CENTRAL :

*Ed. Vaillant ; — Em. Chauvière ; — F. Susini ; — Feline ; — Landrin ; — Besset ; — Pernin.*

Pour le CONGRÈS NATIONAL SOCIALISTE DE TROYES, le secrétaire :

*G. Batisse.*

Août 1889.

## La manifestation internationale du 1<sup>er</sup> Mai

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Conformément à la décision du Congrès international ouvrier socialiste de Paris, qui a scellé l'année dernière le *pacte de fraternité* entre les travailleurs du monde entier, les classes ouvrières d'Europe et d'Amérique s'appêtent à manifester le *premier Mai* prochain en faveur de la *journée de huit heures* et de ses corollaires : l'*interdiction du travail de nuit* et le *repos d'un jour par semaine*.

En Autriche-Hongrie, en Allemagne et aux Etats-Unis, ce jour-là, considéré comme *fête de travail*, les ateliers seront désertés et le travail partout suspendu. Ailleurs, comme en Belgique et en Angleterre, c'est dans la rue, par des défilés et des meetings monstres que les prolétaires affirmeront leur volonté de limiter à *huit heures par jour* l'exploitation de la chair ouvrière.

*Camarades,*

Vous qui en 1832, en 1848 et en 1871 vous êtes si héroïquement sacrifiés pour l'affranchissement du travail, vous ne voudrez pas rester en arrière dans cette première action commune des prolétaires des deux mondes.

Vous serez d'autant plus nombreux au *rendez-vous international de votre classe* que vous avez, en même temps, à protester contre des gouvernants dits républicains qui ne sont intervenus à la conférence de Berlin



que pour faire échec à toutes les tentatives d'amélioration de votre sort.

Aux Jules Simon, aux Tolain et aux Burdeau de la conférence, poussant la trahison jusqu'à empêcher qu'on discutât même la limitation des travaux forcés ouvriers, vous répondrez, le premier Mai, en vous levant, de tous les points du territoire, au cri de : *Vive la journée de huit heures !* cette première et la plus essentielle des réformes.

*Camarades,*

La *journée de huit heures*, c'est place dans l'atelier pour les sans-travail que multiplie le développement fatal du machinisme.

La *journée de huit heures*, c'est la suppression des chômages périodiques, qui vous condamnent de plus en plus à l'humiliation des bureaux de bienfaisance.

La *journée de huit heures*, c'est la fin de la concurrence mortelle qui met aux prises les travailleurs et permet à la rapacité des patrons d'affamer les ouvriers occupés dans l'atelier par les sans-pain du dehors.

C'est la hausse nécessaire et immédiate de vos salaires.

Mais la *journée de huit heures* est encore autre chose :

C'est l'enfant et la femme arrachés au baigne capitaliste ; c'est, avec *huit heures de sommeil* et *huit heures de loisir*, votre rentrée dans la vie d'homme, la liberté de remplir vos devoirs envers vous-mêmes et envers votre classe, qui, pour s'émanciper, ne peut compter que sur votre activité consciente.

*Camarades,*

Une pareille conquête vaut la lutte toute pacifique à laquelle nous vous appelons au nom du Parti ouvrier,

en même temps qu'arrachée à la mauvaise volonté de vos maîtres elle sera la mesure de votre force et le gage de vos triomphes prochains.

Vive la journée de huit heures ! Vive la France prolétarienne ! Vive l'Internationale ouvrière !

LE CONSEIL NATIONAL :

*Camescasse ; — Crepin ; — S. Deveure ; —  
J. Guesde ; — P. Lafargue ; — Lainé.*

29 avril 1890.

*Le premier Congrès national des inscrits  
maritimes.*

*and the Comité Rev. Central*  
AUX MARINS DU COMMERCE, CHAUFFEURS, PÊCHEURS, ETC.,  
COMPOSANT LA GRANDE FAMILLE MARITIME FRANÇAISE

*Camarades,*

Mandaté par vos frères de Marseille pour vous appeler à la défense de vos intérêts et de vos droits, le Conseil national du Parti ouvrier s'adresse à vous en toute confiance.

De tous les travailleurs vous êtes, en même temps que les plus exposés, les plus livrés à l'arbitraire capitaliste par la complicité gouvernementale.

La Révolution de 1789-93 a passé sur votre corporation sans lui apporter la moindre amélioration, et, sauf le fouet supprimé par la République de 48, les ordonnances de Colbert, vieilles de près de deux siècles, pèsent encore sur vous de tout leur poids.

Contre vous ont été maintenus le supplice des haubans et des fers, la privation de vivres et de boisson, et ce vol manifeste qui atteint jusqu'à vos femmes et vos enfants et s'appelle la *solde-bas*.

Et lorsque vous réclamez justice, vous ne rencontrez que le commissariat maritime et ses gendarmes au service de vos maîtres et exploiters.

Contre un pareil régime, qui devient tous les jours plus intolérable par la réduction des salaires, des vivres et surtout du personnel embarqué, en vain, sous tous les gouvernements, vous avez fait entendre vos plaintes et vos protestations. Isolés, sans organisation qui vous permette d'agir en commun, vous n'avez, malgré votre nombre, rien obtenu et vous n'obtiendrez rien aussi longtemps que vous ne serez pas devenus, en vous fédérant de Dunkerque à Toulon, une force avec laquelle sera obligée de compter la bourgeoisie au pouvoir.

C'est ce qu'a admirablement compris le syndicat des marins du commerce de Marseille en vous convoquant, pour le 15 mars prochain, à un grand Congrès national dans lequel tous les Inscrits maritimes de France auront en même temps qu'à formuler la série de leurs revendications, à aviser aux moyens de les faire triompher.

Ce que vous voulez, c'est en finir avec tout châtiment corporel et avec les retenues criminellement opérées sur vos salaires acquis ; c'est que les uns ne soient pas tués de travail pendant que les autres meurent de chômages, et que, pour cela, la formation des équipages ait lieu d'après la jauge des navires et la force des machines.

Ce que vous voulez encore, c'est la limitation des heures de travail à un maximum de 12 sur le pont et de 8 devant les feux de la machine ; c'est la fixation d'un

minimum de salaire qui assure votre existence et celle des vôtres ; c'est une retraite qui ne puisse être en aucun cas inférieure à 400 francs et qui vous soit acquise sans limite d'âge, après 25 ans de service ; c'est enfin et surtout la création de Conseils de prud'hommes élus par vous et remplaçant la *justice par commissaires* que vous subissez aujourd'hui.

Tout cela — et plus —, nul doute que vous finissiez par l'arracher à la République actuelle à l'aide du Congrès qui vous appelle et de la puissante organisation nationale qui peut et doit en sortir.

Votre sort, le sort de vos familles est entre vos mains.

Si vous répondez en masse à l'appel de la Commission d'initiative ; si dans tous les ports de l'Océan et de la Méditerranée vous vous concertez pour l'envoi de délégués à ce *Parlement des Travailleurs de la mer* ; si d'autre part, vous comprenez la nécessité de solidariser vos efforts avec ceux des prolétaires de l'usine, de la mine et du champ déjà constitués en un grand parti du travail, la victoire est certaine et votre affranchissement inévitable.

Le tout est de vouloir et d'agir.

Debout donc et en avant !

POUR le CONSEIL NATIONAL DU PARTI OUVRIER :

Les secrétaires :

*Jules Guesde ; — Paul Lafargue ;*

Le trésorier :

*Ferroul ;*

Le collecteur :

*Quesnel.*

21 janvier 1891.

## Le Premier Mai 1891

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Nous approchons du 1<sup>er</sup> Mai, que dans leurs congrès nationaux tous les partis ouvriers d'Europe, d'Amérique et d'Australie ont décidé de perpétuer comme fête internationale du travail ; et les nouvelles qui nous arrivent de partout nous montrent, jusque dans le plus petit hameau, les travailleurs se préparant à ce grand acte de solidarité.

Ce jour-là, en effet, les frontières se trouveront effacées, et dans l'univers entier, on verra uni ce qui doit être uni et séparé ce qui doit être séparé : d'un côté les producteurs de toute richesse, que sous couleur de patriotisme on cherche à jeter les uns contre les autres, debout, la main dans la main, dans une même volonté d'émancipation ; de l'autre, les exploités de tout ordre coalisant vainement leur peur et leur lâcheté contre un mouvement historique que rien ne peut arrêter et qui les emportera.

*Camarades de France,*

Ce jour-là se dressera devant les plus indifférents la question sociale tout entière. En présence de cette surproduction de richesse, qui se traduit pour la classe productrice par une misère sans précédent, tous réfléchiront et se demanderont le pourquoi d'un pareil état de choses ; pourquoi les ouvriers d'usine, les employés

de magasin et de bureau voient, avec leur salaire diminué et leur travail accru, leurs femmes et leurs enfants de plus en plus absorbés par le baignoire capitaliste et retournés contre eux comme concurrents au rabais ; pourquoi les petits commerçants vont disparaissant les uns après les autres, dévorés par les coopératives patronales et les grands magasins ; pourquoi le paysan propriétaire, écrasé par l'impôt et l'hypothèque, mangé par l'usure, est de plus en plus dépossédé de cette terre où il a mis tant de travail et qu'il lui faudra, sous prétexte de patrie, aller défendre au profit de l'oisif qui la lui vole ?

Et obligés de constater que ce dépouillement et cet écrasement de tout ce qui travaille et produit s'accomplit sous les régimes politiques les plus différents, dans les pays à institutions républicaines comme dans les pays à base monarchique, vous vous convaincrez que l'unique raison du mal dont vous mourez réside dans l'ordre économique actuel, dans ce fait qu'au lieu d'être la propriété de ceux qui les mettent en valeur, les instruments et la matière du travail sont devenus le monopole de la classe fainéante.

Vous comprendrez que l'unique remède est dans la *fin de ce divorce entre le travail et la propriété*, et vous viendrez en masse au socialisme. Rompant à la fois avec les réactionnaires qui s'épuisent à ressusciter un ordre social disparu et avec les prétendus républicains qui n'ont su par leurs droits sur le blé, la viande, etc., qu'organiser un nouveau pacte de famine au profit des accapareurs du sol, vous apporterez l'appui victorieux de votre nombre à votre parti, au parti du travail qui, par la restitution au peuple des travailleurs de tous les moyens de production par lui créés, lui garantira la jouissance des produits de son travail.

*La journée légale de huit heures*, qui est l'objectif immédiat de la manifestation du premier Mai, est un premier pas vers cet affranchissement complet qui ne dépend que de vous.

Il s'agit, en réduisant la somme de travail que les voleurs de travail ont la liberté aujourd'hui d'imposer à la classe ouvrière sans distinction d'âge ni de sexe, de faire place dans l'atelier aux affamés du chômage, de porter les salaires au plus haut et de vous assurer le repos indispensable à votre développement intellectuel et à l'exercice de vos droits d'homme et de socialiste.

*Camarades,*

Le Conseil national du parti ouvrier et le Conseil national de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France comptent que, pénétré de ses devoirs envers sa classe et envers l'humanité, chacun de vous sera à son poste le 1<sup>er</sup> mai prochain.

Vive la fête internationale du travail ! vive la journée de huit heures !

Pour le CONSEIL NATIONAL DU PARTI OUVRIER :

*S. Dereure ; — Ferroul ; — Jules Guesde ;  
— Paul Lafargue.*

Pour le CONSEIL NATIONAL DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS ET GROUPES CORPORATIFS OUVRIERS DE FRANCE.

La Commission exécutive :

*A. Delcluze ; — Fourrier ; — Manouvrier ; — A. Martin ; — Salembier.*

4 février 1891.

## Le travail des mines

### AU CONGRÈS NATIONAL DES MINEURS DE FRANCE

Le Conseil national du Parti ouvrier salue les mineurs de France réunis en Congrès à Commeny, et fait des vœux pour que de leurs travaux sorte une puissante Fédération nationale des travailleurs du sous-sol.

Ce n'est, en effet, que lorsque vous aurez groupé vos syndicats épars, que vous pourrez, par la combinaison de vos efforts, remplir les devoirs qui vous incombent vis-à-vis de vous-mêmes, vis-à-vis de vos camarades de l'étranger et vis-à-vis du prolétariat tout entier.

Vous êtes cent mille en France qui, une fois fédérés n'aurez qu'à dire : « nous voulons », pour que la loi sur les délégués mineurs devienne réellement protectrice, en attribuant à vos élus la surveillance du travail dans les mines et en leur allouant une indemnité fixe et mensuelle qui leur permette de vivre en dehors des compagnies.

Votre Fédération vous permettra, d'autre part, de vous entendre pour une action commune indispensable avec les mineurs d'Angleterre, de Belgique, d'Autriche et d'Allemagne déjà organisés nationalement.

Il vous sera possible, enfin, lorsque vous ne formerez plus qu'une seule armée, de songer à cette grève internationale des charbonnages qui, en arrêtant net la production et l'échange, obligera la société bourgeoise à capituler devant les légitimes revendications des travailleurs de tous les métiers qui comptent sur vous pour les affranchir en vous affranchissant.



Vous vous prononcerez à l'unanimité, nous en avons la ferme confiance, pour la journée légale de huit heures, c'est-à-dire pour que, en attendant la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la loi intervienne qui, limitant le bon plaisir patronal, garantisse aux prolétaires, avec leurs huit heures de sommeil, huit heures de loisir pour jouir de l'existence, s'instruire, s'organiser et préparer la Révolution sociale.

Vous vous prononcerez pour la manifestation internationale du premier Mai, c'est-à-dire, pour que, ce jour-là, transformé en fête du travail, le vide se fasse dans les puits et dans les usines, seule manière de démontrer au capital qu'il n'est rien, qu'il disparaîtrait sans le travail, père et mère de toutes richesses.

Vous vous prononcerez encore pour le retour à la société des mines arrachées aux plus voleurs des actionnaires et restituées à l'ensemble des mineurs produisant pour la nation et sous son contrôle.

Et, ce faisant, vous aurez bien mérité de vos familles, qui attendent leur bien-être de votre énergie, et de l'humanité entière, dont la liberté est suspendue à l'expropriation capitaliste et à la socialisation de tous les moyens de production.

Vivent les mineurs de France !

Vive le parti ouvrier !

POUR le CONSEIL NATIONAL :

Le secrétaire pour l'intérieur,

*Jules Guesde.*

11 mars 1891

## La journée de huit heures

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades de travail et de misère,*

Le 1<sup>er</sup> Mai, les travailleurs du monde entier se lèveront pour revendiquer la *journée légale de huit heures* réclamée par le premier Congrès de l'Internationale et inscrite depuis aux programmes de tous les partis socialistes de l'Europe et de l'Amérique.

*La journée de huit heures* est la plus importante des réformes à réaliser immédiatement pour assurer un bien-être momentané à toutes les classes de la société.

*La journée de huit heures*, étant donné le développement continu de l'outillage mécanique, suffit amplement aux nécessités de la production, si tous les travailleurs valides sont régulièrement occupés.

*La journée de huit heures* aura pour premier effet de supprimer les chômages et d'ouvrir les portes de l'atelier aux ouvriers sans travail.

*La journée de huit heures* entraînera, comme conséquence nécessaire, une hausse des salaires en mettant fin à la concurrence au rabais que font aux ouvriers occupés les ouvriers inoccupés. En Angleterre, les ouvriers gaziers n'ont eu qu'à l'imposer aux patrons pour voir immédiatement leur salaire monter.

*La journée de huit heures* bénéficiera au petit commerce qui pourvoit aux besoins des ouvriers, en augmentant les moyens d'achat de ces derniers. Plus les salaires ouvriers seront haussés, plus le petit commerce prospérera.

*La journée de huit heures* profitera aux industriels eux-mêmes en diminuant temporairement une production effrénée et en prévenant l'encombrement du marché.

*La journée de huit heures* donnera au producteur exténué par un travail de plus en plus monotone, malsain et dangereux, le temps de réparer ses forces.

*La journée de huit heures* lui permettra de vivre de la vie de famille, de se développer intellectuellement et de remplir ses devoirs envers sa classe et envers l'humanité, que la mission du prolétariat est d'affranchir.

*Camarades,*

Unis de cœur, de volonté et d'action avec vos frères de travail des deux mondes, *vous manifesterez*, le 1<sup>er</sup> Mai, *en désertant l'atelier* et en signifiant à ceux qui ont la prétention de vous représenter que vous voulez une législation protectrice basée sur la journée de huit heures.

Et le lendemain du 1<sup>er</sup> Mai, vous ne désarmerez pas ; vous continuerez, avec une énergie accrue par la preuve de votre force, à peser sur les pouvoirs publics de la bourgeoisie jusqu'à ce que vous leur ayez arraché cette journée de huit heures qu'ils ne peuvent, malgré leur mauvais vouloir, refuser bien longtemps.

Déjà, aux Etats-Unis d'Amérique, elle existe dans tous les ateliers de l'Etat. En Australie, elle a dû depuis de longues années être appliquée à toutes les branches de l'industrie privée.

Courage donc, et en avant ! La victoire n'est pas douteuse et elle ne saurait tarder si chacun de vous fait son devoir, si nous savons tous être à la hauteur de notre tâche.

Vive la journée légale de huit heures !

Vive le parti ouvrier !

Vive le socialisme international !

Pour le CONSEIL NATIONAL DU PARTI OUVRIER :

*S. Dereure ; — Ferroul ; — Jules Guesde ;  
— Paul Lafargue.*

1892.

## Le 1<sup>er</sup> Mai 1892 et les élections municipales

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Chargé par le neuvième Congrès national du Parti ouvrier de rappeler au prolétariat français le pacte de solidarité internationale conclu à Paris en 1889, le Conseil national compte sur vous pour être au rendez-vous du Premier-Mai. Il compte sur vous pour revendiquer avec les travailleurs des deux mondes la journée légale de huit heures et préparer ainsi la voie à l'affranchissement complet du travail, subordonné à l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste.

Vous serez debout ce jour-là, plus nombreux que jamais, vous souvenant de ceux des vôtres tombés l'année dernière sous les Lebel de la République patronale, et d'autant plus ardents à les venger que les élections municipales vous mettent en main le moyen légal de faire justice.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de porter aux pouvoirs publics des doléances restées lettre-morte, mais de vous emparer de ces pouvoirs et de les faire servir à la satisfaction de vos intérêts et au triomphe de vos droits.

Les urnes sont là, attendant vos bulletins de vote pour livrer passage aux réformes inutilement demandées depuis vingt et un ans à une République fondée par la classe ouvrière et retournée contre elle.

Jusqu'à présent confisquée par la classe qui vit en parasite sur le dos des producteurs, ce qu'on a appelé la

République n'a été qu'une autre forme de la Monarchie, vous écrasant des mêmes impôts, vous livrant sans défense au même bon plaisir capitaliste et ressuscitant au profit de 142.000 grands propriétaires terriens l'odieux pacte de famine de l'ancien régime à l'agonie.

Pour que change cet état de choses, il faut que le gouvernement change de classe, que ce soit vous, les prolétaires, qui fassiez la loi et preniez en main l'administration du pays.

La conquête des municipalités est un premier pas dans cette voie.

Si, limités par leur champ d'action et par l'oppression de l'Etat, les Conseils communaux ne peuvent en finir avec la misère et la servitude qui vous accablent, ils vous permettront, quand vous y aurez pénétré, d'améliorer immédiatement vos conditions d'existence et de travail, de mettre à l'abri de la faim l'enfance et la vieillesse ouvrières, de protéger la femme et de conjurer à tout jamais des massacres comme ceux de Fourmies, qui ne sont possibles que sous les auspices et avec la complicité des municipalités bourgeoises.

Les élections municipales du premier Mai doivent balayer définitivement des Hôtels de-Ville l'opportunisme, cette dernière forme et la plus parfaite de la pourriture bourgeoise. Elles doivent exécuter, comme autant de Constans, les hommes néfastes qui n'ont vu, dans nos 36.000 communes à administrer, que la France à piller en détail, laissant partout derrière eux l'emprunt, le déficit et la ruine.

Victorieux avec son programme de Lyon, devenu le drapeau de toute une classe, le prolétariat français prouvera aux plus indifférents et aux plus aveugles qu'il existe comme parti politique distinct, rayonnant d'un

bout à l'autre du pays et déjà capable, par sa puissante unité, de diriger les prochains événements d'où surgira la société nouvelle.

Il servira ainsi de centre à tous les sacrifiés de l'ordre capitaliste, à tous ceux qui — travailleurs déjà dépossédés ou classe moyenne à la veille de l'être — ont cherché vainement dans les différentes fractions des politiciens bourgeois le salut qui ne peut venir que d'un parti socialiste embrassant toutes les activités musculaires et intellectuelles, soulevées au cri de : *le Parasitisme, c'est l'ennemi !*

*Camarades,*

Vous ne serez pas au-dessous de la grande tâche qui vous incombe. Plus vous pouvez, plus vous devez à vos frères du monde entier, qui ont les yeux sur vous et saluent à l'avance votre victoire comme une victoire du prolétariat universel.

Aux urnes et vive la journée de huit heures !

Vive le Parti ouvrier !

Vive la Solidarité internationale !

Pour le CONSEIL NATIONAL :

*S. Dereure ; — Ferroul, député ; — Paul Lafargue, député ; — Jules Guesde.*

13 mars 1892.

## La fusillade de Fourmies

AUX TRAVAILLEURS DE FOURMIÉS ET DE WIGNEHIES

*Camarades,*

Il y aura dans quelques jours une année que, vous associant à la Fête internationale du travail, vous vous

prépariez à réclamer, avec vos frères d'Europe et d'Amérique, la journée légale de huit heures.

L'appel des groupes du Parti ouvrier, signé de leur secrétaire H. Culine, était tout « à la paix, au calme et à l'union » ; il vous invitait à soumettre aux pouvoirs publics vos « justes revendications » et à « les faire aboutir par la raison », en ajoutant : « pas de tumulte, pas de récriminations personnelles », et en exprimant l'« espoir que, n'oubliant pas la coutume du *mai traditionnel*, les patrons comprendraient qu'ils ne peuvent ni ne doivent porter atteinte à votre droit ».

C'était par un pique-nique familial au *Café du Cygne*, par une matinée théâtrale et un spectacle dans l'après-midi ; c'était par un bal « pour lequel la permission de minuit avait été demandée », que vous deviez avec vos femmes et vos enfants, en famille, *fêter le renouveau*, c'est-à-dire l'avenir devenu meilleur pour les travailleurs par leur solidarité mise en action.

Faut-il vous rappeler comment vos fabricants, qui s'intitulent des hommes d'ordre, ont, avec la complicité des élus municipaux, répondu à ces déclarations pacifiques ?

Faut-il vous rappeler comment, dès le 30 avril, ils faisaient distribuer un véritable manifeste de guerre civile ? comment, le même jour, ils allaient chercher la troupe à Avesnes, occupant vos deux communes traitées en pays conquis ? comment enfin, après provocations sur provocations de la gendarmerie et de la police, le 145<sup>e</sup> de ligne faisait feu sans sommation et couchait sanglants, sur le pavé et jusque dans vos maisons éventrées, des jeunes filles et des enfants ?

C'est par un massacre sans exemple, qui a épouvanté et indigné la France tout entière, qu'ont été accueillis

vos vœux les plus légitimes, changeant criminellement en deuil la joie populaire.

Et, loin de baisser la tête devant ces cadavres de 12 et de 16 ans et de chercher à se faire pardonner, repoussant l'amnistie dont ils auraient été les premiers à bénéficier, les auteurs d'un pareil guet-apens ont aggravé leur forfait en ajoutant de nouvelles victimes aux victimes des fusils Lebel.

Culine était arrêté, Lafargue était poursuivi, et traînés devant les assises de Douai, ils étaient tous les deux — en attendant Cartegnien — transformés en boucs émissaires, payant de leur liberté le crime des Boussus, des Staing et des Bernier.

Commencée par la fusillade, continuée par la prison et la réclusion, l'œuvre de persécution et d'intimidation patronale et gouvernementale s'est, sous une autre forme, prolongée et étendue depuis à toute la région. N'était la présence du député socialiste Baudin, la tuerie du 1<sup>er</sup> mai à Fourmies se répétait le 26 août à Wignehies.

Là aussi, en pleine fête du pays, le 26, la municipalité, à l'effet de faciliter aux patrons le renvoi général des ouvriers qu'ils avaient comploté pour le lendemain, jetait dans vos rues infanterie et cavalerie, et, comme sous l'état de siège, passait ses pouvoirs à l'autorité militaire. Si le sang n'a pas coulé, c'est grâce à votre parti-pris de calme, à votre admirable esprit de discipline.

Mais vos employeurs restaient maîtres du terrain et les exécutions commençaient; on mettait hors des ateliers tous ceux qui s'étaient signalés par leur indépendance, en les contraignant à quitter le pays, pendant que, prenant les autres par la faim, le patronat les obligeait à mendier leur réintégration dans ses bagnes.



Il s'agissait aussi de fausser les élections et d'en faire sortir, au lieu de la libération attendue, la consécration de votre écrasement.

Il s'agissait, en se débarrassant des plus énergiques et en effrayant le reste, d'empêcher le Parti ouvrier, votre parti, de s'emparer, à l'aide de bulletins de vote, du pouvoir municipal, parce que *la mairie dans vos mains, c'est la fin de la terreur patronale qui pèse sur vous, désorganise vos syndicats et se poursuit en espionnage jusque dans vos logis.*

Vous allez être en effet, de par le suffrage qu'on n'a pas encore osé vous enlever, les maîtres de vos destinées.

Vous pouvez, en faisant votre devoir de travailleurs et de socialistes, en assurant le triomphe du programme et des candidats de votre classe, briser d'un seul coup tous les liens dont on vous a ligottés.

Vous pouvez, dans Fourmies et dans Wignehies affranchies, réaliser les réformes vainement demandées à l'opportunisme bourgeois et qui se traduiront, pour vous et les vôtres, en bien-être immédiat.

Vous pouvez en finir à tout jamais avec l'armée nationale retournée contre la nation ouvrière et rendre impossible à l'avenir l'assassinat de foules désarmées.

Vous pouvez compléter l'œuvre de justice si bien commencée par les électeurs de Lille, en arrachant de la maison centrale de Melun Culine *le martyr*, comme vos camarades du Nord ont fait sortir, en novembre dernier, Lafargue de Sainte-Pélagie.

Cette triple tâche vous est imposée à la fois par votre devoir et par votre intérêt ; vous n'y faillirez pas.

Le premier Mai prochain, aux applaudissements du prolétariat français qui compte sur vous, Maria Blondeau et Giloteau seront vengés, Culine sera libre, et,

cessant d'être un fief patronal, Fourmies et Wignehies seront réellement en République.

Pour le CONSEIL NATIONAL :

*S. Dereure* ; — *Ferroul*, député ; — *Jules Guesde* ;  
— *Paul Lafargue*, député.

16 avril 1892.

## La Grève de Carmaux

AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX DU PARTI OUVRIER

*Chers Camarades,*

Le Conseil national manquerait à tous ses devoirs s'il ne vous dénonçait pas la mesure prise contre l'ajusteur Calvignac, maire de Carmaux, chassé des ateliers de la Société des mines du Tarn pour avoir été élu par la classe ouvrière.

Cet attentat contre le suffrage universel, qui a provoqué la grève actuelle, n'est que le premier acte du complot ourdi par la bourgeoisie patronale et gouvernementale contre les municipalités du Parti ouvrier.

Le bulletin de vote était, au dire de nos dirigeants, la seule arme qui fût permise aux prolétaires. Elle devait suffire à améliorer leurs conditions de travail et de vie et amener graduellement leur affranchissement. Et du jour où ces prolétaires ont appris à s'en servir, choisissant pour les représenter des hommes de leur classe au lieu de membres de la classe ennemie, la bourgeoisie, battue sur le terrain légal, organise elle-même l'insurrection contre ce qu'elle appelait l'exercice de la souveraineté populaire.

Pendant qu'elle s'oppose, par ses préfets, à la rétribution des fonctions municipales, lorsque ces fonctions sont remplies par des ouvriers, elle encourage les employeurs, collectifs et individuels, à voler, avec leur travail, leur pain aux élus ouvriers, réduits à démissionner ou à mourir de faim.

Ce qu'elle veut, c'est enlever de fait au prolétariat les droits politiques qu'elle a été obligée de lui reconnaître dans ses lois constitutionnelles.

Ce qui se passe à Carmaux — où des bonapartistes comme le baron Reille voient intervenir, à l'appui de leur véritable *Deux-Décembre*, la cavalerie et l'infanterie de la République bourgeoise — atteint donc tous ceux qui, comme vous, ont été en mai ou en juillet dernier envoyés, par le suffrage de leurs camarades d'atelier, dans les conseils électifs.

Si ce coup d'Etat local pouvait réussir, il ne tarderait pas à être généralisé, étendu à toutes les communes de France dont l'administration est passée à des mains ouvrières.

Aussi ne doutons-nous pas que, comprenant toute la gravité de la situation, vous ne vous portiez au secours de celui des vôtres qui vient d'être frappé et de la vaillante population qui, se sentant visée dans son élu, a été unanime à faire cause commune avec lui.

Cette grève, qui est purement défensive et ne tend qu'à faire respecter les décisions souveraines du suffrage universel, doit trouver des subsides — c'est-à-dire des moyens de vaincre — dans toutes les villes qui ont fait triompher le programme de Lyon et le socialisme ouvrier.

Ce n'est qu'en vous solidarisant contre les illégalités patronales et gouvernementales et en ne laissant toucher

à aucun d'entre vous que vous pourrez déjouer les manœuvres d'adversaires aux abois et remplir le mandat que vous tenez de la France ouvrière et socialiste.

Pour le CONSEIL NATIONAL :

*Ferroul*, député ; — *Jules Guesde* ; — *Paul Lafargue*, député.

28 août 1892.

## A propos de dynamite

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Pour la cinquième fois depuis un an, la dynamite vient d'être déshonorée dans une explosion privée qui, eût-elle même atteint son but, aurait laissé entière l'exploitation économique qui vous écrase.

Vous n'étiez donc, vous ne pouviez être pour rien dans ces stupides attentats que votre parti, le Parti ouvrier, a dans tous ses congrès, nationaux et internationaux, repoussés avec horreur, alors qu'ils étaient dès 1879 encouragés et subventionnés par des préfets de police à la Andrieux.

Mais cependant, chaque fois qu'un Ravachol a passé la parole à un de ces explosifs barbares que la civilisation capitaliste réserve aux tueries en masse entre nations, c'est à votre classe, c'est à vos défenseurs, voire à vos élus, que la plus bourgeoise des Républiques a demandé des comptes, leur imputant à crime sa propre impuissance et les menaçant de lois répressives nouvelles.

Il ne doit plus y avoir, pour le peuple de l'atelier ou de la mine, de liberté de presse, de réunion et d'association, parce que des fous ou des criminels, dont le socialisme a fait justice, prêchent et pratiquent, contre des possédants ou des dirigeants, le meurtre et le vol, qui sont la règle du présent ordre social.

A la Chambre qui crie : Tue ! le gouvernement répond : Assomme !

Et dans quelques jours, empruntant son régime d'exception à l'Allemagne impériale d'après les tentatives d'Hœdel et de Nobiling, on va forger, contre la France ouvrière et socialiste, des armes de circonstance.

Nous ne protesterons pas, et pour cause, la protestation n'appartenant qu'aux faibles et le parti ouvrier étant, depuis ses victoires de Mai et de Juillet, trop fort pour ne pas répondre par le dédain aux menaces d'adversaires affolés et aux abois.

Les lois d'exception qui ont pesé douze années sur la démocratie-socialiste allemande ont porté de six cent mille à un million et demi l'armée de la transformation sociale de l'autre côté des Vosges.

Les lois de même nature, réclamées par Reinach et promises par Loubet, peuvent venir : elles sont condamnées au même résultat dans le pays de Juin 1848 et de Mars 1871. Elles tripleront les forces d'avant-garde du socialisme français et précipiteront son avènement au pouvoir.

Mais si le Conseil national du Parti ouvrier n'a qu'à laisser faire, laisser passer la réaction tricolore qui s'apprête, nous n'en avons pas moins le devoir de dénoncer à la France du travail, devenue la véritable victime de dynamitades au moins louches, la monstruosité du complot ourdi contre elle, ne serait-ce que pour bien établir les responsabilités éventuelles.

Ce sont les bourgeois à la Reille et à la Solage qui ont, à Garmaux, fait violence au suffrage universel.

Ce sont, à Paris, les derniers instruments de règne de la bourgeoisie, les anarchistes, qui dynamitent des typographes, des gargotiers et des employés de bureau.

Et c'est la classe ouvrière, c'est le Parti ouvrier, qui n'est à aucun moment sorti de la légalité et, pour réaliser son programme, n'a jamais eu recours qu'au bulletin de vote, que l'on transforme en prévenu, en attendant de le mettre hors la loi.

On voudrait nous pousser, nous acculer à la Révolution violente, qu'on ne pourrait pas procéder autrement.

Est-ce donc la Révolution que cherchent les hommes d'ordre qui nous gouvernent ?

Pour le CONSEIL NATIONAL :

*S. Dereure* ; — *Ferroul*, député ; — *Jules Guesde* ; —  
*Paul Lafargue*, député ; — *Prévost*.

14 novembre 1892.

## Le Panama

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Les scandales du Panama, qu'exploitent avec rage contre la République les partis de réaction, n'ont rien à faire avec la forme du gouvernement.

Le *Panamisme* — c'est-à-dire la presse, les pouvoirs

publics, le clergé, les « gens du monde » s'entendant, comme larrons en foire, pour se partager l'épargne populaire drainée sous le couvert d'entreprises industrielles — se retrouve dans tous les pays, aussi bien dans l'impériale Allemagne que dans la constitutionnelle Angleterre, aussi bien dans l'autocratique Russie que dans la républicaine Amérique, aussi bien dans la Suisse de Calvin que dans la Rome du Vatican.

Il s'étale sous tous les régimes par lesquels la France a passé depuis l'avènement de la bourgeoisie capitaliste. Il s'appelle la banque du Mississipi à l'aube même de la société moderne. Il s'appelle Teste-Cubière sous la monarchie de Juillet. Il s'appelle Morny-Jecker sous le deuxième et dernier Empire.

Et si, à défaut de la justice, la lumière pouvait être faite sur les divers renouvellements de la Banque de France, sur les agissements du Crédit Foncier, sur les conventions avec les chemins de fer, sur les émissions d'emprunts d'Etat, il n'est pas une seule de ces enquêtes qui n'aboutit aux mêmes gigantesques escroqueries, à la même corruption générale.

La liquidation en police correctionnelle du Panama et de ses administrateurs de grand chemin n'a rien apporté de nouveau. Elle n'a fait que révéler avec éclat à ceux qui avaient des yeux pour ne rien voir un mal dénoncé de tout temps par les socialistes et qui constitue, pour ainsi dire, *l'état de santé* des sociétés à production capitaliste.

Qui dit système capitaliste dit société basée sur le bien-être sans travail, sur le produit du travail volé aux travailleurs, sur le *profit* devenu l'unique mobile et l'unique fin de tout et de tous. En s'appropriant les capitaux déjà réalisés — et mis en réserve pour les mauvais

jours — la Finance, juive et chrétienne, ne fait que suivre l'exemple et continuer l'œuvre du Patronat s'appropriant au fur et à mesure de leur création les richesses sorties du labeur prolétarien.

Pour en finir avec les flibusteries financières, il faut en finir avec l'exploitation patronale.

C'est une transformation sociale qui s'impose. Et cette transformation appelée à faire disparaître, avec la féodalité industrielle, terrienne et banquière, le *parasitisme* dont le panamisme n'est qu'une des formes, qui donc pourrait l'accomplir, sinon la classe victime, depuis les travailleurs des villes et des champs, déjà dépossédés et réduits à l'état de salariés, jusqu'à la petite bourgeoisie encore industrielle, qui voit son lendemain de plus en plus compromis dans des krachs laissant derrière eux l'égalité de la misère pour chacun et l'insécurité pour tous ?

Seule, la France du travail, la France qui produit du bras ou du cerveau, organisée en un grand parti de libération, peut, en chassant du pouvoir les voleurs de gauche ou de droite et en prenant elle-même, avec ses élus de classe, le gouvernement de la République, préparer l'ordre nouveau.

*Camarades,*

C'est à cette tâche, aussi urgente que glorieuse, que vous convie le Parti ouvrier. C'est sur vous qu'il compte pour l'écrasement des *pourris* de l'opportunisme et pour déjouer les manœuvres des monarchistes de toutes couleurs coalisés au profit d'un retour vers un passé disparu lui-même dans la boue.

Debout tous, pour balayer sans distinction les divers partis politiques bourgeois, également responsables des



pirateries et des hontes qui font déborder l'indignation populaire !

Debout pour réclamer et pour imposer au besoin, avec une Constituante nous débarrassant de la Constitution orléaniste de 1875, la révision, non plus seulement d'institutions gouvernementales vingt fois et inutilement révisées depuis un siècle, mais d'une organisation économique qui permet et engendre le vol quotidien et légal dans l'atelier et la concussion dans l'Etat !

La classe capitaliste est finie. Elle meurt sur son propre fumier.

Place à la classe ouvrière et paysanne, au prolétariat à la fois manuel et intellectuel, dont la victoire peut seule apporter au monde l'ordre moral et matériel.

Vive la République sociale !

LE CONSEIL NATIONAL :

*G. Crépin* ; — *S. Dereure* ; — *Ferroul*, député ;  
— *Jules Guesde* ; — *Paul Lafargue*, député ;  
— *Prévoist* ; — *Em. Quesnel*.

22 janvier 1893.

## **Socialisme et Patriotisme**

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Dans leur rage impuissante contre la marche ascendante du Parti ouvrier, nos adversaires de classe ont recours à la seule arme qui leur reste : la calomnie. Ils

sont en train de dénaturer notre internationalisme comme ils ont essayé de dénaturer notre socialisme. Et, bien que ceux qui affectent de nous présenter comme des *sans-patrie* soient les mêmes hommes qui, depuis un siècle, n'ont su que faire envahir et démembrer la patrie livrée par leur classe au banditisme de la finance cosmopolite et exploitée jusqu'au sang de la Ricamarie et de Fourmies, pas plus que nous ne leur avons permis de confondre la solution collectiviste avec l'anarchie, cette caricature de l'individualisme bourgeois, nous ne les laisserons traduire notre glorieux cri de : *vive l'Internationale !* par l'inepte hoquet de : *à bas la France !*

Non, l'internationalisme n'est ni l'abaissement, ni le sacrifice de la patrie. Les patries, lorsqu'elles se sont constituées, ont été une première et nécessaire étape vers l'unité humaine à laquelle nous tendons et dont l'internationalisme, engendré par toute la civilisation moderne, représente une nouvelle étape, aussi inéluctable. Et de même que la patrie française n'eût pas été organisée contre les différentes provinces qu'elle arrachait à un antagonisme caduc pour les solidariser, mais en leur faveur et pour leur plus libre et large vie, de même la patrie humaine que réclame l'état social de la production, de l'échange et de la science, ne s'opère pas, ne peut pas s'opérer aux dépens des nations de l'heure présente, mais à leur bénéfice et pour leur développement supérieur.

On ne cesse pas d'être patriote en entrant dans la voie internationale qui s'impose au complet épanouissement de l'humanité, pas plus qu'on ne cessait à la fin du siècle dernier d'être Provençal, Bourguignon, Flamand ou Breton, en devenant Français.

Les internationalistes peuvent se dire, au contraire,

les seuls patriotes parce qu'ils sont les seuls à se rendre compte des conditions agrandies dans lesquelles peuvent et doivent être assurés l'avenir et la grandeur de la patrie, de toutes les patries, d'antagoniques devenus solidaires.

En criant *vive l'Internationale !* ils crient *vive la France du Travail !* vive la mission historique du prolétariat français qui ne peut s'affranchir qu'en aidant à l'affranchissement du prolétariat universel !

Les socialistes français sont encore patriotes à un autre point de vue et pour d'autres raisons : parce que la France a été dans le passé et est destinée à être dès maintenant un des facteurs les plus importants de l'évolution sociale de notre espèce.

Nous voulons donc — et ne pouvons pas ne pas vouloir — une France grande et forte, capable de défendre sa République contre les monarchies coalisées et capable de protéger son prochain 89 ouvrier contre une coalition, au moins éventuelle, de l'Europe capitaliste.

C'est la France qui, avec Babeuf, Fourier et Saint-Simon, a commencé l'élaboration des idées socialistes auxquelles Marx et Engels ont apporté leur couronnement scientifique.

C'est la France qui, après avoir déchaîné sur le monde la Révolution bourgeoise, préface indispensable de la Révolution prolétarienne, a été le grand champ de bataille de la *lutte de classe*, mettant sans compter au service de la rédemption du travail ses héroïques insurgés de Lyon 1832, et de Paris 1848 et 1871.

C'est la France qui, bien que décimée par les massacres versaillais, relevait en 1889, dans son immortel Congrès de Paris, le drapeau de l'Internationale tombé dans son propre sang et initiait les Premier-Mai ; c'est

elle qui, la première, plantait sur les hôtels de ville enlevés à coups de bulletins de vote, le rouge drapeau du prolétariat en marche vers la conquête du pouvoir politique.

Et c'est parce que son passé révolutionnaire répond de son avenir socialiste que lorsqu'elle s'est trouvée en péril, il y a vingt-trois ans, elle a vu accourir pour sa défense, sous les plis du drapeau tricolore, les internationalistes d'Italie, d'Espagne et d'ailleurs, pendant que la naissante démocratie socialiste allemande se mettait, au péril de sa liberté, en travers d'un démembrement aussi imbécile que criminel.

Mais, parce que nous sommes patriotes, nous ne voulons pas de la guerre qui, heureuse ou malheureuse, ne saurait aboutir qu'à des désastres sans exemple, étant donné les millions d'hommes précipités sur le champ de bataille et l'outillage de mort dont ils seront armés.

Nous ne voulons pas de la guerre qui, quelle que soit son issue, ne ferait, contre l'Occident épuisé, que le jeu de la barbarie asiatique représentée par le tzarisme russe.

Nous voulons la paix, la paix à outrance, parce qu'elle travaille pour nous et contre la domination capitaliste et gouvernementale qu'il s'agit d'anéantir et qui ne peut prolonger sa misérable et néfaste existence que par la division et l'entr'égorgement des peuples.

Nous voulons la paix, parce que l'ordre bourgeois est condamné à en mourir.

Et maintenant que nous avons établi comment, loin de s'exclure, patriotisme et internationalisme ne sont que deux formes, se complétant, du même amour de l'humanité, nous répétons bien haut à la face de nos calomnieux :

Oui, le Parti ouvrier français ne fait qu'un avec la Démocratie-socialiste allemande contre l'Empire d'Allemagne.

Oui, le Parti ouvrier français ne fait qu'un avec le Parti ouvrier belge contre la monarchie bourgeoise des Cobourg.

Oui, le Parti ouvrier français ne fait qu'un avec les travailleurs et les socialistes d'Italie contre la monarchie de Savoie.

Oui, le Parti ouvrier français ne fait qu'un avec le jeune et déjà si puissant Parti du Travail d'Outre-Manche contre le constitutionnalisme oligarchique et capitaliste d'Angleterre.

Oui, nous ne faisons et nous continuerons à ne faire qu'un avec les prolétaires des deux mondes contre les classes dirigeantes et possédantes de partout.

Et nous comptons sur nos camarades français, sur le peuple de l'atelier et du champ, pour se joindre au Conseil national du Parti dans ce double cri qui n'en fait qu'un :

Vive l'Internationale ! Vive la France !

Le CONSEIL NATIONAL :

*G. Crépin* ; — *S. Dereure* ; — *Ferroul*, député ;  
— *Jules Guesde* ; — *Paul Lafargue*, député ;  
— *Prévo* ; — *Quesnel*.

23 janvier 1893.

## **Fermeture de la Bourse du travail de Paris**

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

Le Conseil national du Parti ouvrier dénonce aux travailleurs de France un gouvernement qui, pour prolon-

ger sa misérable existence parlementaire, n'a pas craint de demander à une nouvelle *semaine sanglante* la majorité de droite que lui disputait le Constans de Fourmies.

Tant d'omnibus et de tramways renversés en barricades, des kiosques par cinquantaines saccagés et brûlés, des armuriers dévalisés, sans que parmi des milliers de prisonniers, les Dupuy et consorts aient pu produire devant leurs propres tribunaux un seul barricadier et un seul incendiaire, démontrent de quel côté sont les « professionnels de l'émeute » — des émeutes pour Chambre et Sénat.

En même temps que l'assassinat presque à domicile de Nuger, les charges sans sommations contre une foule inoffensive, l'envahissement à main armée des hôpitaux, la Bourse du Travail fermée militairement comme était fermé au Deux Décembre le palais de l'Assemblée nationale, et le vote de confiance des députés complices attestent que, quelle que soit la fraction bourgeoise au pouvoir, il n'est pas de loi qui tienne pour arrêter, pour écraser dans son essor, la classe ouvrière, la vôtre.

### *Travailleurs de France,*

Entre les monarchistes de la rue Transnonain, les bonapartistes de la Ricamarie et d'Aubin et les républicains de Fourmies et de Paris, il n'y a plus à faire, vous ne pouvez plus désormais faire de différence. C'est dans votre sang, sur la ruine de vos fédérations syndicales, que, devenus une seule masse réactionnaire, ils viennent, *Carnot regnante*, de sceller contre vous leur union scélérate.

Contre les uns comme contre les autres, c'est la lutte sans merci qui s'impose, la lutte de classe, si vous avez des yeux pour voir et des bras pour combattre.

C'est le pouvoir qu'il faut leur enlever ; c'est la République dont il s'agit de vous emparer, si vous voulez, nous ne disons même pas achever l'œuvre de votre émancipation, mais défendre, mais conserver les quelques libertés politiques et corporatives arrachées pièce à pièce depuis des années à des maîtres toujours prêts à les reprendre.

*Camarades,*

L'heure de l'action est venue avec les élections générales de demain. Tous debout pour la bataille qui va s'engager et qui nous permettra d'en finir d'un seul coup avec les complots, les provocations et les attentats d'adversaires aux abois !

Aux urnes, contre tous les partis politiques bourgeois, également voleurs de vos droits et assassins de vos femmes et de vos enfants !

Aux urnes, sous votre propre drapeau, dans votre propre parti — le Parti ouvrier — pour le socialisme, qui peut seul vous venger et vous affranchir !

Si la France du travail est à la hauteur de sa tâche, va jusqu'au bout de son devoir, dans quelques semaines justice sera faite : le sang de Paris, s'ajoutant au sang de Fourmies, aura étouffé la troisième République bourgeoise.

Vive la République sociale !

Pour le CONSEIL NATIONAL :

Les secrétaires :

*Jules Guesde ; — Paul Lafargue.*

15 juillet 1893.

## Les élections législatives de 1893

### AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

C'est avec fierté et confiance que le Parti ouvrier aborde les élections législatives de 1893.

Pour la première fois, à l'action partielle locale va succéder une action générale.

Dans plus de cent circonscriptions des candidatures sont d'ores et déjà posées, qui, se réclamant du même programme, relevant de la même organisation, aboutiront dans la nouvelle Chambre à une représentation organique du prolétariat français, désormais sûr de l'avenir.

Le seul fait d'affronter un champ de bataille de cette étendue, sans distinction entre les milieux agricoles et les milieux industriels, démontre, en même temps que les nombreuses et puissantes racines poussées par le Parti, la véritable révolution opérée dans l'opinion publique, aussi ouverte aujourd'hui qu'elle était fermée autrefois à la théorie socialiste.

### Les origines du Parti

Nous datons à peine de 1879. C'est le Congrès nationale de Marseille qui, continuant et complétant les grands congrès de l'Association internationale des travailleurs, a appelé la France ouvrière à se constituer en parti de classe pour la conquête du pouvoir politique et la socialisation des moyens de production. Nous n'étions alors qu'une poignée — quelques fous, à entendre nos adversaires, c'est-à-dire tout le monde. Et cette poignée de fous, en moins de quatorze ans, a avec ses



Premier Mai, mis sens-dessus-dessous possédants et gouvernants. Elle a, en 1892, livré et gagné une bataille municipale qui s'est chiffrée par 170,000 voix, 740 élus et 29 hôtels-de-ville emportés d'assaut parmi lesquels ceux de Roubaix et de Marseille, de Montluçon et de Narbonne, de Caudry, la Ciotat, Thizy, Cours, Beaucaire, etc.

C'est autour de son socialisme scientifique, devenu l'axe de la politique, que tournent tous les partis bourgeois : les uns, pour lui montrer le poing de Dupuy jouant au Bismarck, les autres, pour le contrefaire, *ad majorem Ecclesie gloriam*, avec de Mun ; d'autres encore, pour lui emprunter, comme Goblet, jusqu'à la journée de huit heures, ce dernier mot de l'utopie devenue la plus urgente des questions à résoudre.

Et dans quelques semaines, ce sera plus d'un demi-million de combattants qui rallieront le drapeau, stimulés par la dernière grande victoire de la démocratie-socialiste allemande, et décidés à remettre la France de Juin et de la Commune à l'avant-garde des travailleurs de partout en marche vers l'ordre nouveau.

### Son programme

Ce que veut le Parti — et ce que veulent comme lui et avec lui tous les partis socialistes de l'Ancien et du Nouveau-Monde, — personne ne l'ignore ou n'est en droit de l'ignorer.

Nous voulons que, de même qu'il a cessé d'être un *moyen de consommation* pour l'homme (période anthropophagique) l'homme cesse d'être pour son semblable un *moyen de production ou d'exploitation* (esclavage, prolongé en servage d'abord, en salariat ensuite).

Par suite des forces non humaines de production

créées ou créables par la science et ses applications, le bien-être et une existence réellement humaine sont finalement devenus possibles — et par conséquent nécessaires — pour tous les membres de la société, dont la division en classe souffrante et en classe jouissante, en classe à sur-travail et en classe à sur-loisir, indispensable au progrès dans le passé, constitue actuellement le principal obstacle à tout progrès ultérieur.

Rançon d'une humanité ignorante et impuissante, la misère et la servitude du plus grand nombre des producteurs de toute richesse peuvent aujourd'hui et doivent disparaître dans l'intérêt général et supérieur de l'espèce.

Il suffit pour cela, que, de même qu'elle a pris, au moins dans les pays à suffrage universel, la direction de son outillage politique, la société, composée de membres égaux en droits et en devoirs, prenne la direction de son outillage économique. Plus de salariés et de salariants, fatalement en lutte perpétuelle ! Plus de prolétaires et de capitalistes, condamnés à une guerre de tous les jours pour le partage du produit ! Mais une grande famille humaine, sans droit d'attnesse pour personne, collectivement maîtresse de ses forces productives et les mettant collectivement en valeur, dans la paix sociale enfin réalisée par l'égale et complète satisfaction des besoins de chacun et de tous !

### La propriété

Est-ce à dire, comme le prétend l'ignorance ou la mauvaise foi d'une presse à la solde, que — parce que nous ne voyons de solution aux antagonismes sociaux, convulsant de plus en plus le monde moderne, que dans la *propriété nationale* doublant la *souveraineté nationale* et en

faisant une réalité, — nous entendions supprimer la *propriété individuelle* ?

Seuls des aveugles — de nature ou de volonté — peuvent tenir un pareil langage. La propriété individuelle, qu'on nous accuse de vouloir abolir, mais elle se meurt, mais elle est morte, sans que le Parti ouvrier soit pour rien dans ce décès. La propriété individuelle de l'outil — rouet, métier à main, scie, forge, moulin à vent, diligence, etc. — c'est la propriété actionnaire, c'est-à-dire collective, des voies ferrées, des hauts-fourneaux, des filatures et des tissages mécaniques, des scieries et des minoteries qui l'a tuée. La propriété individuelle de la petite boutique, c'est la propriété, également collective, des grands magasins qui l'achève un peu tous les jours. Il n'est pas jusqu'à la propriété individuelle de l'épargne qui ne disparaisse, au toucher de la plus collective des finances, dans les krachs d'une Union générale et d'un Comptoir d'escompte ou dans les escroqueries d'un Panama.

Des nécessités de la production et de l'échange moderne, tels que les ont révolutionnés la machine et la vapeur, une forme nouvelle de propriété est née, la *propriété capitaliste* qui, vivant de la mort de la propriété individuelle caractérisée par le travail du propriétaire, se distingue, elle, par le non-travail de ses titulaires. Où est le travail des actionnaires et des obligataires des chemins de fer, des mines, des hauts-fourneaux, des banques, d'un *Louvre* ou d'un *Bon Marché* ?

C'est de cette seule propriété capitaliste, destructive de la propriété privée des travailleurs, que nous poursuivons la destruction ou, plus exactement, la socialisation, parce que sa restitution à l'ensemble des travailleurs — ou à la société — peut seule remettre en possession,

arracher à leur situation de prolétaires ou de dépossédés, les victimes par millions qu'elle a expropriées ; parce que, d'autre part, *il n'est pas d'autre moyen d'assurer aux producteurs la propriété ou la jouissance individuelle des fruits de leur travail.*

### Pour les paysans

Aussi, loin de menacer ce qui subsiste encore de propriété réellement personnelle, la propriété paysanne, le Parti ouvrier a-t-il déclaré qu'aussitôt au pouvoir il la libérerait de tout impôt, d'argent et de sang, ainsi que des dettes hypothécaires et chirographaires qui la rongent. Dès à présent, il a pris sa défense en main contre les pilleries du fisc, les traquenards de la finance et les envahissements du capitalisme terrien. C'est lui qui, à Marseille, l'automne dernier, après s'être penché sur Jacques Bonhomme et avoir recueilli ses doléances, les a le premier formulées en programme agricole également protecteur du cultivateur-propriétaire, du journalier, du fermier et du métayer, et n'excluant que le *rentier du sol*, le parasite. De même que c'est lui encore qui, pas plus tard qu'hier, par l'organe de l'élu du Tarn, Jaurès, voulait commencer à mettre quelque chose dans l'assiette vide où depuis un siècle on affecte de donner à manger à notre paysannerie française, en la déchargeant immédiatement du principal de l'impôt foncier.

Le Parti ouvrier, en effet, ne distingue pas, n'a jamais distingué entre les exploités. Il appelle à s'affranchir en s'unissant, aussi bien les travailleurs des champs que les travailleurs des villes, aussi bien que les salariés du magasin et du bureau que les salariés de l'atelier, aussi bien le travail intellectuel et scientifique que le travail plus particulièrement manuel. Il ne s'adresse pas

seulement aux *sans propriété d'aujourd'hui*, mais aux *sans propriété de demain*, c'est-à-dire à cette classe moyenne que la concurrence de la grande industrie, du grand commerce et de la grande culture frappe tous les jours mortellement et qui se voit de plus en plus enlever, avec ses moyens de travail, l'indépendance qui lui est si chère.

Et ce que leur dit le Parti ouvrier, c'est-à-dire le Parti du travail, ouvert à toutes les utilités et activités sociales, c'est ce que leur crie une expérience de tout un siècle. C'est qu'ils n'ont rien à attendre de la République de l'heure présente, tant qu'elle sera aux mains de la nouvelle féodalité industrielle, commerciale, terrienne et financière qui, sous la diversité des étiquettes gouvernementales, possède et exploite la France depuis 1789. C'est qu'ils n'obtiendront satisfaction qu'autant qu'installant leur classe au pouvoir, ils se mettront en mesure de se servir eux-mêmes.

### Le bilan de la Chambre

Si depuis quatre années — pour nous limiter à la Chambre qui s'en va, sous l'indignation et le mépris populaire — banqueroute a été faite à toutes les espérances ; si, au lieu des réformes, mêmes partielles, on n'a vu venir que la fusillade de Fourmies, les assommades parisiennes, le *décembrisage* de la Bourse du Travail, les scandales impunis de Panama, de nouveaux impôts et de nouveaux emprunts aboutissant à un nouveau déficit, et le Dahomey sur le Tonkin et le Siam sur le Dahomey, c'est que c'est toujours la même féodalité capitaliste qui gouverne sous Carnot, comme elle gouvernait sous Bonaparte et sous les d'Orléans — à son profit et contre nous.

Divisée à de certains moments, dans les temps calmes,

pour la satisfaction de ses ambitions rivales, cette classe, qui vit sur la nation productive comme le gui sur le chêne, se retrouve une, ne fait qu'une seule masse réactionnaire, lorsque, comme en 1871, il s'agissait de noyer dans le sang de Paris les revendications ouvrières, ou lorsque, comme aujourd'hui, il s'agit de faire échec au socialisme grandissant.

La République redevient, comme il y a vingt-deux ans, la meilleure des monarchies pour les monarchistes, du moment que, confisquée par les voleurs du capital, elle fait feu de tous les pouvoirs de l'Etat contre les volés du travail. C'est à qui, parmi les conservateurs les plus bornes, s'y ralliera, sur l'ordre et à l'exemple du « Vieux du Vatican ».

C'est donc un *changement de classe au gouvernement* qui s'impose, pour sortir de la boue, mêlée de sang; où s'effondre jusqu'à l'idée républicaine, pour en finir avec une crise de plus en plus générale et de plus en plus permanente.

En dehors du Parti ouvrier et de son avènement au pouvoir, en dehors du socialisme purifiant et fécondant la République, il n'y a pas de salut. Les uns le savent, les autres commencent à le pressentir.

### Les calomnies des adversaires

Et ce ne sont pas les ineptes calomnies auxquelles sont réduits nos adversaires aux abois, qui empêcheront villes et campagnes, travailleurs de tout ordre, classe ouvrière déjà dépossédée et classe moyenne à la veille de l'être, de se joindre au Parti et de lutter et de triompher avec lui.

Que va-t-on clabaudant ? Que nous sommes le Parti de la violence, que nous voulons attenter au suffrage

universel, alors que depuis la formation des travailleurs en parti politique ils n'ont jamais eu recours à d'autre arme que le bulletin de vote ?

Les violents ! mais ne sont-ce pas précisément nos hommes d'ordre, les *légalitaires* des classes dirigeantes qui, après avoir usé et abusé de la Bastille reconstruite et multipliée contre notre propagande, emploient couramment les charges de cavalerie et les décharges des Lebel contre les plus légales des grèves et les plus pacifiques des manifestations ?

Ceux qui font plus qu'attenter au suffrage universel, ceux qui le confisquent dans la mesure de leur courage, ne sont-ce pas les opportunistes à la Dupuy et les radicaux à la Peytral qui, aux applaudissements de la droite et de la gauche, après avoir ligotté la souveraineté nationale avec leur loi contre les candidatures multiples, la *passent à tabac* à coups d'arrêtés et de décrets, dans la personne de ses élus, arrachés comme Ferroul, Dbrmoy, Bernard Cadenat et autres, aux mandats de maires et d'adjoints socialistes qu'ils tiennent du libre suffrage de leur commune ?

### L'Internationalisme

On va plus loin dans la campagne d'infamies ouverte contre le Parti ouvrier. Depuis quelques mois le mot d'ordre est donné de nous dénoncer comme des ennemis publics, comme des traîtres au pays.

Et pourquoi ?

Parce que, non moins révoltés contre la mélinite dite patriotique que contre la dynamite anarchiste, nous sommes résolument opposés à toute guerre entre les peuples et parce que, au lieu de pousser les travailleurs des diverses patries à s'entretuer pour la plus grande gloire

et au seul profit de leurs exploiters politiques et économiques, nous les provoquons à s'entendre et à s'unir pour affranchir en commun leurs patries respectives.

On ne répond pas à de pareilles insanités, surtout lorsque ces charlatans de patriotisme sont les mêmes bourgeois qui, maîtres de la France de la Révolution, n'ont su que la faire deux fois envahir et deux fois démembrer, qui, après être en 1870 partis en guerre contre l'Internationale parisienne au cri de : A Berlin ! A Berlin ! ont, de capitulation en capitulation, cédé honteusement l'Alsace-Lorraine, et qui livrent journellement le travail et l'épargne nationale à l'exploitation cosmopolite de financiers à la Hirsch et à la Cornélius Herz et de patrons à la Holden et à la Siemens.

Le Parti ouvrier français est le seul Parti vraiment patriote, parce que seul, de la France avilie, traînée en mendicante et en dupe aux pieds du pendeur de toutes les Russies, il refera la grande France, la France émancipatrice qui, pour faire « trembler les tyrans », et imposer la paix au monde, n'aura qu'à prendre la tête du mouvement socialiste international.

Le CONSEIL NATIONAL.

29 juillet 1893.

AUX ÉLECTEURS

*Électeurs,*

La Chambre qui s'en va — et que vous êtes appelés à ne pas réélire — a consommé la banqueroute de la Bourgeoisie française.

Républicains et monarchistes, opportunistes et radicaux, tous les partis à base capitaliste, se sont entendus



et solidarisés contre vous, contre la France du travail traitée en ennemie.

*Ouvriers,*

En allant aux urnes, vous vous rappellerez qu'entre eux et vous il y a le sang de Fourmies, les fusils Lebel faisant merveille contre vos femmes et vos enfants ; il y a votre Bourse du travail de Paris envahie et occupée par nos frères de l'armée transformés en souteneurs des brigades centrales ; il y a l'étranglement du projet de loi Bovier-Lapierre ; il y a les quelques lois ouvrières arrachées au parlementarisme bourgeois ouvertement et tous les jours violées avec la complicité d'une République aux ordres du patronat.

*Cultivateurs,*

Vous vous rappellerez que la suppression du principal de l'impôt foncier a été réclamée par un élu du Parti ouvrier et que les mêmes députés, qui en cinq ans ont trouvé près d'un demi-milliard de garantie d'intérêts pour les richissimes Compagnies de chemins de fer, ont repoussé ce premier à-compte sur ce qui vous est dû, sous prétexte que la France n'était pas assez riche pour dégrever d'une centaine de millions la classe nourricière du pays.

*Classe moyenne,*

Vous vous rappellerez les 1400 millions enlevés à votre épargne et dilapidés, par des gouvernants voleurs ou complices des voleurs, dans la plus grande escroquerie du siècle, le Panama des Baïhaut et des Eiffel.

*Contribuables,*

Vous vous rappellerez que c'est à la disjonction, c'est-à-dire à un enterrement à peine déguisé, qu'ont abouti

les deux seules réformes qui n'étaient pas des mensonges : l'abolition des droits sur les boissons hygiéniques et la suppression de l'impôt des portes et fenêtres, en même temps qu'au profit d'une bande d'écumeurs cosmopolites on gaspillait votre or et votre sang dans ces nouveaux Tonkin qui s'appellent le Dahomey et le Siam.

*Electeurs,*

Pour en finir avec un pareil état de choses qui ne fait que s'aggraver depuis un siècle malgré tous les changements de forme gouvernementale, il n'y a qu'un moyen — qui dépend de vous et de vous seuls : c'est d'en finir avec la classe capitaliste elle-même qui, successivement royaliste, bonapartiste et républicaine, a été maintenue au pouvoir par la nation trompée.

Ce qu'il faut, pour que la République devienne le bien de tous, l'outil de l'émancipation sociale, c'est que les producteurs de tout ordre, organisés en un grand parti du travail, soient appelés à l'administrer et à la diriger.

Hors du gouvernement les parasites du capitalisme industriel, commercial, terrien et financier ! Place au travail, intellectuel et manuel ! Place au Parti ouvrier !

Né d'hier, le Parti ouvrier, qui ouvre largement ses rangs à toutes les activités et utilités sociales, est dès aujourd'hui une force avec laquelle tous les vieux partis sont obligés de compter, en attendant qu'il s'impose à tous.

Maitre de nombreux hôtels de ville, il est en mesure d'engager la lutte dans près de cent circonscriptions et c'est avec plus d'un demi-million de voix qu'il fera, le 20 août prochain, son entrée au Palais-Bourbon.

Le Parti ouvrier est le seul parti qui, se rendant compte des phénomènes économiques, sait où va — et

où doit aller pour son salut — une société actuellement divisée contre elle-même, jouet d'une anarchie qu'elle a déchaînée dans son sein et qu'elle nous donne pour la liberté.

*Electeurs,*

En vous ralliant au Parti ouvrier, en faisant triompher dans quelques jours son programme et ses candidats, vous aurez, en même temps que repris en main vos intérêts et vos droits méconnus et trahis, assuré la grandeur et l'avenir de la France, de la vraie France, de celle qui a toujours cherché son affranchissement dans l'affranchissement de l'humanité.

LE CONSEIL NATIONAL :

*G. Crépin ; — S. Dereure ; — Ferroul ; — Jules Guesde ; — Paul Lafargue ; — Prévost ; — E. Quesnel.*

5 août 1893.

## **Le Premier Mai 1894.**

*Camarades,*

Pour la cinquième fois le monde du travail s'apprête, en célébrant le 1<sup>er</sup> mai, à affirmer la solidarité internationale des prolétaires et leur volonté d'en finir avec le régime capitaliste basé sur le surtravail et la misère des producteurs.

La France ouvrière et socialiste a toujours été au premier rang dans cette manifestation sortie du Con-

grès de Paris. Elle ne faillira pas à son devoir cette année.

Elle y faillira d'autant moins qu'elle est devenue plus forte et qu'elle n'a plus devant elle, pour lui barrer la route, qu'une bourgeoisie républicaine déshonorée par les scandales du Panama, reniant les uns après les autres tous les principes qui ont été sa raison d'être et ont fait sa grandeur dans le passé, condamnée à chercher son salut impossible dans la pire des réactions.

Ses ministres, c'est dans le sang de la rue Transnonain qu'elle se glorifie de les ramasser, parmi les massacreurs de l'élite républicaine d'alors illustrée par les Godefroy Cavaignac, les Barbès et les Blanqui.

Ses alliances en Europe, c'est sur les confins de la barbarie asiatique qu'elle ne rougit pas d'aller les mendier, dupe ou complice du tzarisme qui, les poches pleines de nos milliards, se jette dans les bras de l'Allemagne impériale.

Sa politique intérieure, dominée jusqu'alors par le cri de Gambetta : *le cléricalisme, voilà l'ennemi !* c'est au chef de l'Internationale noire, c'est à l'Italien Léon XIII qu'elle en livre les clefs, ouvrant toute grande la République aux revenants des 24 et des 16 Mai.

C'est sur les marmites de l'anarchie, c'est de leur exploitation qu'elle vit, leur demandant ses lois d'exception contre le socialisme, comme le dernier des Bonapartes demandait aux bombes d'Orsini sa loi de sûreté générale contre les progrès de l'idée républicaine.

Comme s'il pouvait y avoir, comme s'il y avait jamais eu rien de commun entre les praticiens d'une dynamite aussi odieuse qu'impuissante et le grand parti de la transformation sociale !

Est-ce que nos Premier-Mai eux-mêmes ne sont pas

la démonstration la plus éclatante de l'abîme qui a toujours existé entre l'individualisme des « compagnons » et le collectivisme du Parti ouvrier ?

Est-ce que tous les Congrès internationaux qui ont institué et maintenu cette manifestation mondiale n'ont pas en même temps expulsé de leur sein et mis hors de la communion socialiste les propagandistes par le fait ?

Est-ce que chaque année, aux applaudissements de la presse bourgeoise, les anarchistes ne se sont pas jetés en travers de cette mobilisation du prolétariat universel, dénonçant comme une abdication le plus gigantesque effort de tous les temps pour arracher à la classe dirigeante et possédante un peu de mieux-être et de liberté pour la masse qui produit tout et manque de tout ?

Est-ce que, alors que protestant contre toute idée de prise de possession de l'Etat par les travailleurs constitués en parti de classe, les anarchistes criaient contre les *votards* et s'efforçaient d'écarter des urnes la classe ouvrière, le Parti ouvrier, notre Parti, ne donnait pas, comme premier objectif à son action, *la conquête du suffrage universel*, là où ce suffrage n'existait pas (Belgique, Hollande, Autriche) et *la conquête du pouvoir politique par le suffrage universel socialisé*, là où ce suffrage fonctionne (France, Allemagne, Angleterre) ?

Est-ce que telle n'a pas été la constante et unique politique du Parti ouvrier français depuis quinze ans qu'il a surgi de notre immortel Congrès de Marseille ?

C'est ainsi, camarades, qu'après nous être, en 1892, le jour même du 1<sup>er</sup> mai, emparés d'un certain nombre de municipalités, nous avons, l'année dernière, aux élections générales, pu forcer les portes du Parlement

et jeter dans la Chambre une première avant-garde de cinquante socialistes dont la seule présence a suffi pour déplacer en quelques mois l'axe du monde parlementaire et ne plus laisser subsister que deux partis — les deux classes — aux prises :

D'un côté tous ceux qui, sans distinction de croyances religieuses ou politiques, entendent conserver un ordre social aussi inique qu'épuisé ; de l'autre tous ceux qui, conscients de la transformation qui s'impose, sont décidés à faire aboutir au bénéfice de tous l'évolution économique sortie de la science et de ses applications.

C'est à cette minorité socialiste, qui représente le gouvernement de demain, que doivent s'adresser aujourd'hui les vœux, les revendications et les délégués du prolétariat français, suspendant le travail à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai.

Même sous la forme de mise en demeure, ce n'est plus à la Bourgeoisie gouvernementale, qui achève de se survivre, qu'il y a lieu désormais de présenter nos cahiers. Laissons les morts enterrer leurs morts. Et que, de tous les points du pays, arrive à *la partie des pouvoirs publics déjà socialisée*, devenue nôtre, l'ardente et inébranlable volonté de la France ouvrière de préparer, par des réformes aussi urgentes que la réduction de la journée de travail, la Révolution sociale inévitable, qui n'est plus qu'une affaire de temps, de peu de temps !

Et que partout, en même temps, on ne craigne pas de préluder par des fêtes à ce triomphe prochain et définitif : nous sommes d'ores et déjà les maîtres de nos destinées.

*Camarades, debout !*

Debout pour la journée de huit heures ! pour l'union

des prolétaires de tous les pays ! pour l'affranchissement  
du travail et de la société !

Vive le Parti ouvrier !

Vive le Premier mai !

LE CONSEIL NATIONAL :

*René Chauvin ; — Crépin ; — S. Dereure ; —  
Ferroul ; — Jules Guesde ; — Jourde ; — Paul  
Lafargue ; — Prévost ; — Roussel ; — ci-  
toyenne Valette ; — A. Zévaès.*

31 mars 1894.

## Le Premier Mai 1895.

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Le premier mai, qui est devenu depuis 1890 *le grand jour des revendications ouvrières* dans le monde entier, se présente, cette année, en France dans des conditions particulières qui nous créent de nouveaux devoirs et augmentent notre responsabilité,

Par suite du complot gouvernemental ourdi contre la liberté de coalition, nous n'avons pas seulement, comme par le passé, à affirmer notre solidarité internationale et notre volonté persistante de préluder à l'affranchissement définitif du travail par la réduction immédiate des travaux forcés sous lesquels ploie et meurt notre classe.

Nous avons encore et surtout à nous solidariser avec ceux des nôtres — ouvriers et employés de chemin de fer, des arsenaux et des autres ateliers de l'Etat — qu'une République en recul sur l'Empire du Deux-décem-

bre prétend mettre hors du droit de se concerter pour la défense de leur dignité et de leur pain.

Nous avons à nous porter en masse au secours des corporations menacées, à faire de leur résistance notre résistance et à signifier à ceux qui ont pris la suite des Périer et des Dupuy qu'en aucun cas et à aucun prix nous ne laisserons toucher au droit imprescriptible de grève.

Non pas que la grève, que l'abstention du travail puisse suffire à l'émancipation des travailleurs. C'est politiquement, c'est par l'action politique, en s'emparant du *gouvernement transformé entre leurs mains en moyen légal d'expropriation* de la classe capitaliste, qu'ils deviendront, qu'ils pourront devenir les maîtres de leurs destinées.

Mais si la grève n'est pas, ne saurait être l'arme libératrice, elle n'en constitue pas moins, dans le milieu antagonique d'aujourd'hui, la seule protection des salariés contre le bon plaisir des salariants. Et l'interdire aux prolétaires, à une fraction des prolétaires, ce serait — selon l'expression de notre dernier congrès de Nantes — « les découvrir devant le patronat, les livrer à ce dernier, excité à ne plus mettre de frein à ses appétits d'exploitation ».

*Camarades,*

Nous ne nous laisserons pas, nous ne pouvons pas nous laisser désarmer. Et en s'adressant à votre nombre et à votre énergie pour empêcher l'attentat de s'accomplir, le Conseil national du Parti ouvrier est sûr que son appel sera entendu.

Le 1<sup>er</sup> mai, la France du travail sera tout entière debout pour barrer la route à la nouvelle loi Chapelier.



et pour crier au Sénat des grandes compagnies et à son œuvre libéricide : on ne passe pas !

Le 1<sup>er</sup> mai, pendant que nos frères d'Autriche et de Hollande mobiliseront leurs bataillons à l'appui des *droits politiques* que leur refuse une bourgeoisie décidée à monopoliser le pouvoir comme elle a monopolisé la propriété, vous mobiliserez les vôtres à l'appui des *droits économiques* que voudraient vous voler ceux qui vous volent déjà le produit de votre travail.

Et, comme ce philosophe de l'ancienne Grèce, qui prouvait le mouvement en marchant, le 1<sup>er</sup> mai vous prouverez votre droit à la grève en l'exerçant, en sortant en masse des usines et en mettant une journée de chômage au service de votre classe et de sa prochaine libération.

Vive le Parti ouvrier ! vive le socialisme international ! vive le premier mai !

#### LE CONSEIL NATIONAL :

*Carnaud*, député ; — *René Chauvin*, député ; —  
*G. Crépin* ; — *S. Dereure* ; — *Ferroul* ; —  
*Jules Guesde*, député ; — *Paul Lafargue* ; —  
*Prévoist* ; — *Roussel* ; — *Aline Valette* ; —  
*A. Zévaès*.

21 avril 1895.

### Les Elections départementales de 1895.

AUX TRAVAILLEURS DES 3.000 CANTONS APPELÉS AU  
 SCRUTIN.

*Camarades,*

Le renouvellement, par moitié des conseils généraux, et presque intégral des Conseils d'arrondissement, ne saurait vous trouver indifférents.

Les élections du 28 juillet doivent être, pour le monde du travail, l'occasion d'affirmer, en même temps que ses forces accrues avec son organisation, sa volonté permanente de se sauver lui-même en s'emparant de tous les pouvoirs publics, d'instrument de conservation et de compression capitaliste devenus, entre ses mains, l'outil de la transformation et de la libération sociale.

En 1892, c'était à la conquête du pouvoir municipal que marchait votre parti — le Parti ouvrier. Et il entra en vainqueur dans nombre d'Hôtels-de-Ville convertis immédiatement en autant de *chantiers de réformes* et d'améliorations locales.

En 1893, c'est au pouvoir législatif qu'il a livré un premier assaut général. Et, de la minorité socialiste qu'il a jetée dans la Chambre, l'œuvre est trop présente à la mémoire de tous pour qu'il puisse être utile de la remettre sous vos yeux.

Cette année, c'est le pouvoir départemental dans lequel il s'agit de faire brèche. Et si, conformément à la décision du XII<sup>e</sup> Congrès national du Parti tenu à Nantes en septembre dernier, la lutte s'engage partout où existent des militants, nul doute que, dans quelques jours, nous n'ayons à enregistrer un triomphe de plus.

### *Travailleurs de l'usine et des champs,*

Jusqu'à présent, à de très rares exceptions près, l'administration de nos départements a été livrée, comme un monopole, à une poignée de riches, gros fabricants ou négociants et grands propriétaires, qui ont fait naturellement les affaires de leur classe, quand ils ne tripotaient pas pour leur propre compte, comme dans le Var lors du scandale des chemins de fer du Sud.

Le moment est venu d'en finir avec ces *administrateurs de quelques-uns* et de les remplacer par des hommes à vous, administrant pour vous, c'est-à-dire pour l'immense majorité de la nation qui n'a pour vivre que ses bras ou son cerveau — et qui en vit de moins en moins.

En vain, pour détourner ou décourager vos efforts, les adversaires du socialisme tenteront-ils de nier ou de réduire l'importance des Conseils élus, qu'il ne tient qu'à vous, puisque vous êtes le nombre, de mettre à votre service.

Vous répondrez que ces assemblées, prétendues impuissantes, ont dans leurs attributions la répartition de l'impôt, les écoles, les routes, l'assistance publique ; que les préfets sont sous leur surveillance, et qu'avec les délégués des communes elles décident de la composition et du sort du Sénat.

Vous répondrez encore qu'elles constituent autant de tribunes où peuvent, sous forme de vœux, être portées toutes vos revendications.

Vous répondrez enfin qu'il n'est pas de position dont il ne soit toujours important de déloger l'ennemi, parce que *le travail, qui produit tout, ne sera rien tant qu'il n'aura pas pris l'administration, le gouvernement de tout.*

Aux urnes donc, camarades, décidés tous à user de votre force et à hâter, par une nouvelle et éclatante victoire, l'avènement de la République sociale !

Vive le Parti ouvrier !

#### LE CONSEIL NATIONAL :

*Carnaud*, député ; — *René Chauvin*, député ; — *S. Dereure* ; — *Ferroul* ; — *Jules Guesde*, député ; — *Paul Lafargue* ; — *Prévoist* ; — *Roussel* ; — citoyenne *A. Valette* ; — *Alex. Zévaès*.

14 juillet 1895.

## Les Elections municipales de 1896.

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE.

*Camarades,*

Cette année, comme en 1892, les élections municipales vont, par toute la France, coïncider avec la manifestation internationale du 1<sup>er</sup> mai. Et, aujourd'hui comme alors, nous vous appelons à manifester votre solidarité avec le prolétariat universel, qui a charge d'émancipation humaine, en marchant, sous le drapeau et avec le programme de votre classe, à l'assaut des hôtels-de-ville arrachés à la bourgeoisie de toutes couleurs.

Il s'agit de poursuivre l'œuvre si bien commencée il y a quatre ans, lorsque, pour notre entrée en ligne, nous avons conquis à l'idée nouvelle, au parti du travail et de l'avenir, les municipalités de Roubaix; Marseille, Montluçon, Narbonne, La Ciotat, Thizy, etc., en même temps que nous jetions de vaillantes minorités dans les Conseils de cent autres communes, tant urbaines que rurales.

Que cette conquête du pouvoir municipal soit la solution du problème social, qu'elle puisse en finir avec le salariat — dernière et pire forme de l'esclavage —, c'est ce que nous ne vous avons jamais dit et ce que nous ne vous dirons jamais, parce que ce serait vous livrer à la plus dangereuse des illusions.

Non. L'affranchissement de la société par le travail affranchi, qui est d'ordre national et international, échappe forcément à cette impuissance organisée qu'est la commune de l'heure présente, dominée à la fois par les nécessités économiques et par l'arbitraire politique de l'Etat bourgeois et de ses agents.

Mais si le gouvernement, si le pouvoir central passé aux mains de la classe prolétarienne, est — et demeure — l'instrument indispensable de la Révolution sociale ; si le terrain municipal ne peut être, en quelque sorte, qu'un champ de manœuvre et d'entraînement pour l'armée socialiste, le devoir des travailleurs conscients n'en est pas moins de déloger la féodalité industrielle, agricole et financière, de nos mairies retournées contre elle et devenues autant de bases d'opération pour notre marche en avant.

*Camarades,*

Ce n'est pas sans de puissantes raisons que notre congrès national de Romilly décidait, en septembre dernier, qu'il y avait lieu d'engager la lutte partout où le Parti ouvrier trouverait, pour composer ses listes, assez d'hommes indépendants — ou prêts à tous les sacrifices.

S'il vous a crié : Aux urnes ! par la voix unanime de ses délégués, c'est d'abord qu'un parti — surtout un parti d'avant-garde comme le nôtre, — ne vit que d'action, d'action encore, d'action toujours, l'imbécile *politique des bras croisés*, sous quelque forme qu'elle se produise, n'ayant qu'un nom : le suicide.

C'est d'autre part, que les assemblées communales, véritables écoles d'administration, peuvent et doivent préparer les cerveaux ouvriers à la tâche essentielle qui les attend : la direction des grands services collectivistes de la société de demain.

C'est encore que, si les réformes profondes, atteignant dans leurs racines la misère et la servitude ouvrières, sont interdites aux élus socialistes des communes, ils ont dans leur ressort toute une série d'améliorations partielles, concernant l'enfance, la maternité, la

vieillesse, l'hygiène des travailleurs, et de nature à entraîner dans notre orbite les masses se sentant pour la première fois protégées.

C'est enfin que les conseils municipaux — ne l'oublions pas — donnent sur le Sénat, qu'ils commandent de leurs votes ; c'est qu'ils nous fournissent, par suite, le moyen de pénétrer dans cette dernière citadelle de la réaction capitaliste pour la démanteler et en débarrasser la voie de la République non plus de mot, mais de fait.

*Aux urnes donc, camarades !*

Malgré les difficultés de tous genres qui se dressent devant nous ; bien que la loi qui proclame la gratuité des fonctions municipales se fasse la complice du patronat pour écarter par la faim, de l'administration des communes, tous ceux qui, comme vous, n'ont que leur travail pour vivre, nous vaincrons, si nous savons faire l'effort nécessaire.

Prélude et gage du triomphe qui attend le socialisme aux élections générales de 1898, la journée du 3 mai marquera une glorieuse étape vers la libération définitive. Elle sera une éclatante affirmation de nos forces accrues, une nouvelle et décisive signification, au vieux monde d'iniquités qui nous écrase, que ses jours sont comptés et que, quoi qu'il fasse, il n'a plus qu'à disparaître.

Vive le Parti ouvrier !

Vive la République sociale !

#### LE CONSEIL NATIONAL :

*Carnaud, député ; — René Chauvin, député ; — S. Dereure ; — Ferroul ; — Fortin ; — Jules Guesde, député ; — Paul Lafargue ; — Maus-sa ; — Prévost ; — Roussel ; — Aline Valette ; — Alexandre Zévaès.*

Mars 1896.

## AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

Les élections municipales dernières ont justifié toutes les craintes de la réaction capitaliste, qui ne s'est acharnée pendant des semaines contre le ministère Bourgeois que pour peser sur le suffrage universel et essayer de retenir le pouvoir municipal qu'elle sentait pour la première fois lui échapper. Et, bien que le dernier homme d'Etat du radicalisme ait prêté la main à ce complot en francfilant, la veille de la bataille, comme un simple Casimir-Périer, et en livrant la place à l'ennemi, la poussée socialiste était si irrésistible que, malgré le nouveau gouvernement de combat, le 3 et le 10 mai ont été, pour notre cause, des journées victorieuses.

En même temps que dans les grands centres industriels notre Parti ouvrier s'installait en maître dans les Hôtels-de-Ville arrachés à la classe patronale, il pénétrait dans les plus petites communes rurales, révolutionnées et acclamant comme l'unique sauveur ce socialisme que, pendant si longtemps, on les avait habituées à tenir pour l'ennemi.

Cette nouvelle et éclatante victoire comporte différents ordres de conséquences.

La première, c'est l'impérieuse nécessité de maintenir et de resserrer l'union entre toutes les forces franchement socialistes, à l'effet d'être en mesure de faire face aux éventualités qui se rapprochent, et de préparer la voie à cette dictature du prolétariat en dehors de laquelle il ne saurait y avoir de transformation sociale et d'ordre nouveau.

Une autre conséquence non moins évidente, c'est l'excellente posture dans laquelle se trouve placé le

Parti ouvrier pour les élections générales de 1898. Nos succès municipaux ont toujours été la promesse et le gage de nos triomphes législatifs. C'est ainsi que nos luttes communales de 1892 ont préparé et amené l'explosion socialiste de 1893.

Le passé nous répond de l'avenir, de cet avenir que le Parti ouvrier a droit de considérer comme en grande partie son œuvre, si, nous reportant en arrière, nous nous rappelons ses débuts, alors que, il y aura bientôt vingt ans, l'idée, qui met aujourd'hui en mouvement des centaines de milliers d'hommes, ne vivait et n'agissait que par une poignée de convaincus que l'on traitait couramment de fous, quand on ne les dénonçait pas comme les pires ennemis de la République.

C'est, en effet, notre jeune Parti ouvrier qui, à travers les persécutions et les calomnies, au prix même d'un déchirement qui, pour être périlleux, n'en était pas moins nécessaire, donnait au Havre, en 1880, et maintenait au prolétariat français son premier programme de classe, que nos adversaires par ignorance ou par politique ont été depuis et seront de plus en plus obligés d'avalier morceau par morceau.

C'est lui qui, en 1891, forgeait pour ses batailles municipales cette arme merveilleuse qu'est le programme de Lyon.

C'est lui qui, un an plus tard, à Marseille, inaugurerait la conquête méthodique de nos populations rurales au moyen de ce programme agricole que ne lui a pas encore pardonné l'oligarchie capitaliste atteinte dans son armée de réserve.

C'est lui enfin qui, il y a quelques mois, à Romilly, étendant sa propagande et sa protection aux déshérités de la mer, a pensé à les grouper autour de leurs besoins



et de leurs revendications formulés en programme maritime.

Aucun de ces efforts, dont tous les membres du Parti ont lieu d'être fiers, n'a été perdu. Là même où ce n'est pas notre organisation qui est restée maîtresse du champ de bataille, ce sont nos idées qui ont triomphé, s'imposant à ceux qui nous combattaient hier encore et s'infiltrant de plus en plus dans toutes les couches de la nation, appelée, sous le coup des événements, à se réveiller un de ces jours collectiviste comme elle s'est réveillée républicaine en 1870.

*Carnaud*, député ; — *René Chauvin*, député ; — *S. Dereure* ; — *Ferroul* ; — *Fortin* ; — *Jules Guesde*, député ; — *Paul Lafargue* ; — *Maussa*, conseiller municipal ; — *Prévoist* ; — *Roussel*, maire ; — *Aline Valette* ; — *A. Zévaès*.

Juillet 1896.

## Les congrès de Lille et de Londres.

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Notre Congrès national de Lille et le Congrès international de Londres ont été un véritable triomphe pour le socialisme scientifique que représente le Parti ouvrier français. Et tous les efforts de la presse omnicolore coalisée pour le nier ou en atténuer la portée ne font qu'établir la profondeur du coup qui a atteint l'ordre capitaliste.

De plus en plus incapable d'un recours à la force brutale, dont elle mesure à la foi l'impuissance et le danger, il ne restait à notre bourgeoisie dégénérée que deux armes pour combattre et enrayer le mouvement qui la déborde de toutes parts : le chauvinisme et l'anarchie.

Et ces deux armes — les dernières — viennent d'être, à Lille et à Londres, brisées entre ses mains.

A Lille, c'est la réélection au premier tour du socialiste Ghesquière, avec une majorité accrue, qui, venant au lendemain de la réception de Liebknecht, après une semaine d'excitations et de parades chauvines, a démontré aux plus aveugles que les comédies de patriotisme ne trompent plus personne et que les masses savent à quoi s'en tenir sur les véritables antipatriotes.

Elles ont vu, il y a vingt-cinq ans, les Ferry, les Jules Favre, les Pouyer-Quertier, livrer d'un cœur léger l'Alsace-Lorraine, qu'étaient seuls à défendre, en votant contre la paix, les internationalistes comme Malon et les révolutionnaires comme Tridon.

Elles ont vu les Thiers et les Mac-Mahon payer du traité de Francfort l'appui quémanté de Bismarck pour l'écrasement du Paris de la Commune.

Elles ont vu, depuis, les Jules Simon et les Burdeau banqueter à Berlin avec l'empereur allemand, en attendant que les Ribot, les Hanotaux et les Poincaré envoient à Kiel les marins de la République crier : « Vive Guillaume ! »

Et lorsque ces mêmes gouvernants qui, hier encore, conviaient l'Allemagne impériale à l'Exposition de 1900, ont osé se couvrir de la patrie, ainsi trahie et humiliée, pour empêcher l'entente indispensable entre les travailleurs des divers pays ; lorsque, sous la haute direction des curés redevenus les maîtres comme au Seize-Mai,

ils ont, par des bandes stipendiées, déshonoré le cri de : Vive la France ! dans des provocations et des violences dirigées contre les meilleurs amis de la France républicaine et ouvrière, ils se sont heurtés au suffrage universel debout, qui n'entend être ni dupe ni complice et qui, à cette tentative désespérée de sauvetage de la classe capitaliste, a répondu en affirmant plus haut que jamais le socialisme et son caractère nécessairement international !

A Londres, dérouté encore — et non moindre — du parti et des journaux de l'ordre. C'est à un triple échec qu'ont abouti toutes leurs manœuvres pour recoudre l'anarchie au socialisme, pour lui faire accorder droit de cité dans le parti socialiste et pour écarter ainsi de nous le peuple ouvrier et paysan, pour qui la propagande et les propagandistes par le fait ont toujours été un objet de répulsion et d'horreur.

En vain s'étaient-ils affublés du masque syndical, s'abritant derrière des groupes corporatifs — créés de toutes pièces pour la circonstance ou dont ils avaient surpris le mandat : les compagnons, partout où ils ont montré leur vraie face, ont été instantanément expulsés.

Et, même lorsque, conservant prudemment au fond de leur poche ce qu'ils appellent leur drapeau, ils ne demandaient qu'à être tolérés par égard pour les syndicats qu'ils prétendaient avoir derrière eux, ils se sont vus dénoncés par le Congrès, qui, passant par-dessus son règlement, a, à une immense majorité, admis à siéger à part, comme section socialiste française, les délégués qui, au nombre de quarante-sept, s'étaient refusés à avoir le moindre contact avec les enfants naturels — et gâtés — de l'individualisme bourgeois.

C'est à l'unanimité qu'a été inscrit sur les portes des

futurs congrès internationaux ; « L'anarchisme n'entre pas ici », sous quelque déguisement qu'il se cache ; en même temps qu'étaient dédaigneusement écartés tous les succédanés honteux de la marmite explosive : abstention politique, grève générale, refus du service militaire, etc.

C'est également à l'unanimité qu'à côté et en complément de l'organisation et de l'action corporatives, maintenues comme l'arme défensive et quotidienne des travailleurs, l'organisation et l'action politiques ont été affirmées comme la condition essentielle de l'affranchissement définitif du travail.

Il n'y a eu qu'une voix parmi les représentants du monde ouvrier décidé à en finir avec la misère et la servitude du salariat, pour subordonner à la conquête du pouvoir politique. c'est-à-dire à l'expropriation gouvernementale de la classe capitaliste, l'expropriation économique de cette dernière et l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange.

C'est donc l'unité, plus complète que jamais, non seulement du but à poursuivre, mais encore de la tactique à employer, qui sort victorieuse d'un Congrès appelé, d'après la mauvaise foi et la sottise de nos adversaires, à étaler le spectacle des plus mortelles divisions.

C'est le programme de notre Parti ouvrier, c'est la méthode par lui suivie depuis seize ans, qui se sont trouvés à Londres reconnus et consacrés comme le programme et comme la méthode du Parti ouvrier des deux mondes.

Vive le Parti ouvrier !

Vive l'Internationale !

LE CONSEIL NATIONAL :

*Carnaud*, député ; — *René Chauvin*, député ; —

*S. Dereure ; — Gabriel Farjat ; — Ferroul, maire ; — Fortin ; — Jules Guesde, député ; — Jourde, député ; — Paul Lafargue ; — Maussa, conseiller municipal ; — Prévost ; — Roussel, maire ; — Sauvanet, député ; — citoyenne Aline Valette ; — Alexandre Zévaès.*

Août 1896.

## Le Pacte de famine.

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Blé cher ! Farine chère ! Pain cher ! Tel est le bilan des dernières semaines.

C'est la vie, déjà si difficile, rendue impossible à tous ceux qui vivent de travail ; ouvriers, employés, cultivateurs, boutiquiers. Et cela aux portes de l'hiver, en plein chômage, alors que dans certaines grandes industries, comme la filature, les patrons viennent de décider, pour trois mois, d'*arrêter* un jour par semaine.

Si encore cette véritable famine était d'ordre naturel ! Si elle s'imposait, comme une fatalité, à nos sociétés civilisées !

Mais non.

Si la récolte a été mauvaise dans toute l'Europe, si, pour la France, elle est inférieure d'une vingtaine de millions d'hectolitres à 1896, les Etats-Unis sont là — en dehors de la République Argentine et de l'Australie — pour combler le déficit et pour faire face à tous les

besoins si, au lieu d'être divisée contre elle-même par le régime de l'exploitation capitaliste, l'humanité était devenue la grande famille que poursuit et que réalisera le socialisme.

Il suffit, d'autre part, de jeter les yeux sur les statistiques échappées à la bêtise ou au cynisme de nos gouvernants bourgeois pour se convaincre que cette cherté homicide du pain est limitée à notre pays. C'est le ministère de l'agriculture, c'est-à-dire M. Méline lui-même, qui proclamait, hier encore, qu'à la date du 13 août, alors qu'il atteignait à Paris 27 fr. 50 — en attendant de dépasser 30 francs — le blé ne coûtait que 20 fr. 10 à Berlin, 18 fr. 50 à Bruxelles et 16 fr. 10 à Londres.

Nous sommes donc bien en présence d'une famine artificielle, voulue, disons le mot : d'un nouveau *pacte de famine*, que le devoir du Parti ouvrier est de dénoncer aux travailleurs de l'usine et des champs pour qu'à l'heure venue ils puissent en atteindre et en frapper les criminels auteurs.

Ce qui l'a créée de toutes pièces, ce sont les droits dits protecteurs de 3, de 5, de 7 francs, qui n'ont été d'aucun secours pour la paysannerie française ; c'est ce monstrueux et progressif *impôt sur la faim* qu'à trois reprises différentes on n'a pas craint d'instituer au seul profit de la grande propriété, de la féodalité terrienne, avec la complicité des féodaux de l'industrie livrant pour la première fois leurs ouvriers et ouvrières, sacrifiant les millions d'estomacs de tout âge et de tout sexe dont ils sont comptables, pour avoir leur part de curée.

Ce qui l'entretient et l'aggrave, c'est la spéculation, qui, bien que prévue et proscrite par le code bourgeois

lui-même, n'en coule pas moins à pleins bords, aussi libre qu'impunie, sous quelque forme qu'elle opère, qu'elle exporte à l'étranger, en Angleterre, des farines comme les Darblay, ou que, comme dans le Nord, elle accapare le blé et l'entasse sur des bateaux sans destination fixe, véritables pirates à l'affût d'un coup de Bourse.

Pour en finir avec un agiotage aussi assassin, il suffirait d'appliquer la loi, de faire quelques exemples. Un demi-quarteron de ces écumeurs de la misère publique empoignés à domicile et jetés à Mazas, et, frappée d'une salubre terreur, on verrait la bande entière des spéculateurs et des accapareurs rentrer sous terre comme par enchantement.

De même que, sans toucher, pour l'instant, aux droits de douane — dont la suppression en pleine crise, pourrait ouvrir une crise nouvelle, d'un autre genre sinon de la même intensité, — il serait possible, du jour au lendemain, non seulement de ramener, mais de maintenir à un prix normal cet aliment premier et sacré qu'est le pain.

Il suffirait pour cela de faire acheter par l'Etat à un prix rémunérateur pour la culture — enfin protégée — la totalité du blé indigène, les cent quatre millions d'hectolitres auxquels est évaluée la récolte de cette année, et de faire, par l'Etat encore, acheter en Amérique ou en Australie, les trente ou trente-cinq millions d'hectolitres complémentaires qu'exige l'alimentation nationale et qui seraient exceptionnellement importés en franchise, à titre de *Blé du Peuple*.

Mais si efficaces et si urgentes que soient de pareilles mesures, vraiment de salut public, elles ne seront pas prises, et pour cause : parce que le gouvernement qui

peut tout et qui ne fera rien, est, avec les Méline et les Barthou, aux ordres de la classe capitaliste, de la minorité possédante et oisive qui ne s'enrichit que de la misère générale et ne vit que de la mort des travailleurs.

Jusqu'à ce qu'il ait été emporté lui-même par l'avènement au pouvoir politique du prolétariat organisé, plaintes et réclamations des affamés, autant en emportera le vent.

C'est la Révolution bourgeoise qui, à la fin du siècle dernier, a eu raison du pacte de famine de l'ancienne monarchie. C'est la Révolution Sociale qui seule en finira — et pour toujours — avec les affameurs du capital terrien, industriel et financier.

Vive le Parti ouvrier !

#### LE CONSEIL NATIONAL :

*Carnaud*, député ; — *René Chauvin*, député ; — *S. Dereure* ; — *G. Farjat* ; — *Ferroul* ; — *Fortin* ; — *Jules Guesde*, député ; — *Paul Lafargue* ; — *Maussa* ; — *Pédron* ; — *Prévost* ; — *Roussel*, maire ; — *Sauvanet*, député ; — *Aline Valette* ; — *A. Zévaès*.

Septembre 1897.

## Les Élections législatives de 1898.

### AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

*Camarades,*

Il y a dix-huit ans, lorsqu'est sorti de l'immortel Congrès de Marseille le Parti ouvrier, votre Parti, nous vous avons dénoncé l'antagonisme économique, la lutte



de classe qui est au fond de toutes les distinctions et de toutes les divisions politiques — et qui les domine.

Nous vous disions : « Avant peu, dès que le prolétariat, arrivé à sa conscience de classe, voudra s'affranchir en affranchissant le travail, et s'organisera à cet effet pour la conquête du pouvoir politique et l'abolition des privilèges et du régime capitaliste — comme ont été abolis à la fin du siècle dernier les privilèges et le régime féodal — vous rencontrerez devant vous, aussi unis qu'ils paraissent aujourd'hui divisés, les partis bourgeois les plus adverses, républicains et monarchistes, cléricaux et libres penseurs, devenus une seule masse réactionnaire contre le jeune parti de la libération humaine ».

Les événements n'ont pas été longs à confirmer et à réaliser nos prévisions.

Il a suffi qu'aux élections législatives dernières une poignée de socialistes pénétrât au Palais-Bourbon pour qu'immédiatement un *esprit nouveau* soufflât sur nos classes dirigeantes et pour qu'après avoir étouffé entre deux lois scélérates les quelques libertés si lentement et si douloureusement acquises, elles se réfugiassent affolées dans le CLÉRICALISME, *qui-était hier l'ennemi*, et derrière un MILITARISME, *qui* — le Deux-décembre et Sedan en font foi — *s'il commence par l'asservissement, finit toujours par le démembrement de la Patrie*.

C'est ainsi que, brûlant ce qu'ils faisaient profession d'adorer, jetant bas tous les masques dont ils s'étaient successivement et contradictoirement affublés, nous avons pu voir nos gouvernants :

Hommes de l'Etat et de l'Ecole laïque, prendre les instructions du pape et se mettre à ses ordres ;

Républicains, se traîner à la remorque du tzarisme

russe, dont le despotisme de caserne de la Prusse n'est que le prolongement ;

Patriotes, déshonorer le drapeau de la Révolution française et les marins de la République dans les eaux de Kiel, derrière le *Kaiser* de Berlin, et dans les mers de Grèce derrière le *Sultan rouge* du sang de trois cent mille Arméniens.

C'est ainsi que, hier encore, nous les avons vus, gens de l'ordre et de la propriété, déchaîner l'émeute dans la rue et au cri moyen-âgeux de : « A bas les juifs ! mort aux juifs ! » organiser eux-mêmes dans vingt villes le pillage des boutiques et le meurtre à domicile.

Si humiliant que puisse être pour la France des droits de l'homme et du citoyen un pareil saut, en pleine réaction, de toute la bourgeoisie française, il n'est pas fait — loin de là — pour nous atteindre ou nous décourager. Il n'y a là qu'une crise — fatale — qui nous donne, au contraire, la preuve et la mesure de notre force.

### *Travailleurs de l'usine et des champs,*

C'est parce que vous êtes déjà une armée, c'est parce que sous votre poussée irrésistible les vieilles formes sociales d'iniquité et de misère sont à la veille d'être emportées ; c'est parce que le développement même de la production capitaliste combat pour vous et creuse chaque jour leur tombeau, c'est parce qu'elles se sentent irrémédiablement perdues que les classes nanties et parasites se rejettent désespérément en arrière et sacrifient aujourd'hui le fond — ou le programme — républicain, comme elles sacrifieraient demain la forme républicaine elle-même.

Mais elles ont compté sans vous. Sans vous qui avez fondé la République et qui, après l'avoir maintenue au

prix de votre sang en mars 1871, comme au péril de votre liberté en mai 1877, ne laisserez pas porter la main sur cet *instrument nécessaire de votre émancipation*.

Vous la sauverez une fois de plus, le 8 mai prochain, — de la seule façon dont elle puisse être sauvée : *en l'arrachant à l'oligarchie capitaliste qui la trahit, en attendant de l'étrangler, et en prenant vous-mêmes le gouvernement*.

Ce n'est, en effet, qu'en installant votre classe, la classe qui produit tout, au pouvoir central, comme vous l'avez déjà, dans toutes les grandes communes ouvrières, installée à l'Hôtel de Ville ; ce n'est qu'en transformant en majorité la *minorité socialiste* que vous avez, il y a quatre ans, jetée dans le Parlement où elle a été seule à reprendre la grande tradition républicaine, à incarner l'esprit de réformes et à défendre les droits et les intérêts de tout ce qui travaille : *ouvriers de fabrique, journaliers agricoles, propriétaires-cultivateurs, employés, petits commerçants, instituteurs, etc.* ; ce n'est qu'en vous emparant de l'État que vous pourrez en finir avec les retours offensifs d'un passé de servitude et d'exploitation et faire de la République — *étendue au domaine économique, introduite dans l'atelier* — le régime définitif et intangible du pays.

*Debout, donc, camarades*, avec tous ceux qui n'admettent pas que la France ait lutté et saigné depuis un siècle, entassant révolutions sur révolutions, pour tomber à l'état de gouvernement cosaque, de province prussienne ou de mission apostolique et romaine ; et en avant, aux cris de :

Vive le Parti ouvrier !

Vive la République sociale !

LE CONSEIL NATIONAL :

*Carnaud*, député des Bouches-du-Rhône ; —

*René Chauvin*, député de la Seine ; — *Gabriel Farjat* ; — *docteur Ferroul* ; — *Ed. Fortin* ; — *Jules Guesde*, député du Nord ; — *Paul Lafargue* ; — *Pédron* ; — *Prévoist* ; — *Roussel*, maire d'Ivry ; — *Sauvanet*, député de l'Allier ; — *Aline Valette* ; — *Alexandre Zévaès*.

Avril 1898.

*in "Le Socialiste" July 24, 1898*

### L'affaire Dreyfus.

#### AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE.

Quoique ce qu'on appelle l'affaire Dreyfus n'ait pas mis et ne risque pas de mettre en mouvement la partie organisée et consciente du prolétariat, le Conseil national croit devoir rappeler aux travailleurs que leur place n'est ni d'un côté ni de l'autre des fractions militaires aux prises et également ennemies de notre classe et du socialisme.

Libre à la bourgeoisie politicienne et littéraire de se diviser sur la culpabilité ou l'innocence d'un capitaine d'Etat-Major ou d'un commandant d'infanterie et de s'entredéchirer au nom de la patrie, du droit, de la justice et autres mots vides de sens tant que durera la société capitaliste.

Les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille, qui n'est pas la leur, et dans laquelle se heurtent des Boisdeffre et des Trarieux, des Cavaignac et des Yves Guyot, des Pellieux et des Galliffet. Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups et à retourner contre l'ordre ou le désordre social, les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier.

Nous entendons bien qu'il peut y avoir des victimes et que c'est pour leur libération que, faisant appel aux plus nobles sentiments, on voudrait nous entraîner dans la hagarre. Mais que pourraient être ces victimes — de la classe adverse — comparées aux victimes par millions qui constituent la classe ouvrière et qui, enfants, femmes, hommes, torturés dans les bagnes patronaux, passés au fil de la faim, ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur leur organisation et leur lutte victorieuse pour se sauver ?

C'est à elles, et à elles seules que se doit le Parti socialiste, le Parti ouvrier, qui, après avoir arraché, comme il était nécessaire, son masque démocratique à l'antisémitisme et exposé en pleine lumière son vrai visage de réacteur, ne saurait sans duperie et sans trahison se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre et s'égarer dans des redressements de torts individuels qui trouveront leur réparation dans la réparation générale. C'est à ceux qui se plaignent que la justice ait été violée contre un des leurs à venir au socialisme, qui poursuit et fera la justice pour tous, et non au socialisme à aller à eux, à épouser leur querelle particulière.

De même que lors de l'aventure boulangiste, nous n'avons été ni rue de Sèze, ni rue Cadet. Ne voulant rien entendre ni à Ferry ni à Boulanger, socialistes nous étions et socialistes nous sommes restés, rappelant à leur devoir de classe les travailleurs tentés de se laisser prendre par les uns au nom de la République à défendre, par les autres au nom de la pourriture opportuniste à balayer.

De même aujourd'hui, dans cette nouvelle crise que traversent les classes dirigeantes, nous n'avons à être ni

Esterhaziens ni Dreyfusards, mais à rester parti de classe, ne connaissant et ne combattant que la lutte de classe pour l'émancipation du travail et de l'humanité.

A la chinoiserie d'une revision constitutionnelle par laquelle les habiles du radicalisme s'efforçaient de détourner de sa mission historique l'armée en marche des prolétaires, nous avons toujours opposé la réalité de la revision — ou de la révolution sociale, — qui est et doit être notre unique objectif.

A plus forte raison, à la revision de procès militaires ou civils pour laquelle on prétend aujourd'hui confisquer nos efforts, opposerons-nous et devons-nous opposer cette revision — ou cette révolution — sociale, qui n'en finira pas seulement avec tels ou tels grands chefs militaires, mais avec le militarisme lui-même, qui ne fait qu'un avec le capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui.

Travailleurs de France, socialistes, à vos pièces, rien qu'à vos pièces, et feu sur tout ce qui n'est pas votre classe et votre cause !

LE CONSEIL NATIONAL.

24 juillet 1898.

## **Le ministère Waldeck-Millerand-Galliffet.**

A LA FRANCE OUVRIÈRE ET SOCIALISTE.

*Citoyens,*

En sortant du groupe dit d'Union Socialiste de la Chambre, qui venait de fournir un gouvernant à la

République bourgeoise, les représentants de la France ouvrière et socialiste organisée n'ont pas obéi à un simple mouvement de colère, pas plus qu'ils n'ont entendu limiter à la protestation d'un moment leur action commune.

Il s'agissait d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations, que depuis trop longtemps on s'efforçait de substituer à la politique de classe, et par suite révolutionnaire, du prolétariat militant et du parti socialiste.

La contradiction entre ces deux politiques devait infailliblement se manifester un jour ou l'autre. Et par l'entrée d'un socialiste dans un ministère Waldeck-Rousseau, la main dans la main du fusilleur de Mai, elle s'est manifestée dans des conditions de gravité et de scandale telles qu'elle ne permettait plus aucun accord entre ceux qui avaient compromis l'honneur et les intérêts du socialisme et ceux qui ont charge de les défendre

Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'État ne peut être qu'un instrument de conservation et d'oppression sociale. Sa mission est de le lui arracher pour en faire l'instrument de la libération et de la Révolution sociale.

Parti d'opposition nous sommes, et parti d'opposition nous devons rester, n'envoyant des nôtres dans les Parlements et autres assemblées électives qu'à l'état d'ennemis, pour combattre la classe ennemie et ses diverses représentations politiques.

C'est dans cet esprit que, depuis un siècle, c'est sur ce terrain que, depuis la Commune notamment, s'organi-

sent et agissent les classes ouvrières des Deux-Mondes en un grand parti international; dont nous eussions été indignes et qui eût pu justement nous accuser de désertion, si, sur le champ de bataille national dont nous sommes responsables, nous n'avions maintenu la tactique en dehors de laquelle il n'y a pas de victoire possible.

Décidés à mener jusqu'au bout cette œuvre de salut socialiste, rien ne pourra nous diviser. L'union la plus étroite s'impose, que nous nous engageons à maintenir.

Et nous comptons sur les travailleurs de France pour répondre à notre appel, en signifiant à ceux qui tenteraient encore de les détourner de leurs intérêts et de leur devoir de classe, que l'heure des dupes est passée.

Nous comptons sur eux pour, instruits par l'expérience, se serrer plus compacts autour du drapeau et mener avec nous jusqu'au triomphe définitif le bon combat, le combat nécessaire de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, de la Révolution contre toutes les réactions coalisées.

*Pour le Parti ouvrier français :*

LE CONSEIL NATIONAL :

*Bach*, conseiller municipal de Toulouse ; — *J.-B. Bénézech*, député de l'Hérault ; — *Bernard Cadenat*, *Carnaud*, députés des Bouches-du-Rhône ; — *Ch. Brunellière*, conseiller municipal de Nantes ; — *René Chauvin* ; — *G. Delory*, maire de Lille ; — *Dufour*, député de l'Indre ; — *Ferrero*, député du Var ; — *Ferroul*, député de l'Aude ; — *Ed. Fortin* ; — *Gabriel Farjat* ; — *Jules Guesde* ; — *Krauss*,



député du Rhône ; — *Paul Lafargue* ; — *Raymond Lavigne* ; — *H. Légitimus*, député de la Guadeloupe ; — *H. Millet*, conseiller municipal de Romilly ; — *Pastre*, député du Gard ; — *Pédron* ; — *Prévoist* ; — *Roussel*, maire d'Ivry ; — *Sauvanet*, député de l'Allier ; — *Alexandre Zévaès*, député de l'Isère.

*Pour le Parti socialiste révolutionnaire :*

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE :

*Allard*, député du Var ; — *Argyriadès* ; — *Eugène Baudin* ; — *J.-L. Breton*, député du Cher ; — *Calmels* ; — *Chauvière*, député de la Seine ; — *Coutant*, député de la Seine ; — *Louis Dubreuilh* ; — *Ebers* ; — *Pierre Forest* ; — *Albert Goullé* ; — *Guyot* ; — *E. Landrin*, conseiller municipal de Paris ; — *H. Le Page* ; — *St. Létang*, député de l'Allier ; — *Léon Martin* ; — *Paquier* ; — *Louis Parassols* ; — *Henri Place* ; — *Eug. Restiaux* ; — *Maxence Roldes* ; — *Marcel Sembat*, député de la Seine ; — *Eug. Thomas*, conseiller général de la Seine ; — *Edouard Vaillant*, député de la Seine ; — *Walter*, député de la Seine.

*Pour l'Alliance communiste révolutionnaire :*

LES SECRÉTAIRES ET LES ÉLUS :

*Berthaut*, conseiller municipal de Paris ; — *Dejeante*, député de la Seine ; — *Faillet*, conseiller municipal de Paris ; — *Arthur Groussier*, député de la Seine ; — *Marchand et Pasquet*, secrétaires de l'Alliance.

14 juillet 1899.

AUX FÉDÉRATIONS, AGGLOMÉRATIONS, GROUPES ET SYNDICATS ADHÉRENTS

*Camarades,*

Nous avons dû inscrire à l'ordre du jour du Congrès d'Épernay le projet « d'un Congrès général extraordinaire du socialisme français, à l'effet de décider si la lutte de classe, qui est la base même du socialisme, permet l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois ».

C'est l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau-Galliffet qui a posé — et imposé — la question.

Entrée qui était en contradiction, non seulement avec tous les principes et la tactique du Parti ouvrier français, parti de classe, et, par suite, révolutionnaire, mais avec la conduite même du Groupe socialiste de la Chambre, puisque dans la dernière législature, avant même de s'être tracé des frontières doctrinales, il était unanime à interdire à ses membres toute candidature aux fonctions de questeur, considérées comme un des rouages du pouvoir exécutif de la bourgeoisie.

Entrée qui s'est opérée, d'autre part, sans qu'aient été consultés préalablement, soit le Groupe socialiste de la Chambre, soit le Comité d'entente socialiste, soit une quelconque des cinq organisations adhérentes.

Si donc a été brisée l'union socialiste, qui nous acheminait vers l'unité, ce n'est pas par nous, restés fidèles à toutes les traditions et à la loi commune du Parti. La scission, qu'on nous accuse avec tant de tapage d'avoir provoquée, est l'œuvre — et l'œuvre exclusive — de

ceux qui ont poussé l'indépendance jusqu'à désertier le terrain commun, celui de l'opposition socialiste sur lequel nous étions tous groupés, pour aller au pouvoir, comme ministre ou comme ministériels.

En dénonçant à la France ouvrière et socialiste ce *fait nouveau*, qui caractérisait et inaugurait en même temps une politique nouvelle, nous n'avons, quoi qu'on en ait dit et écrit, visé et excommunié personne, les indépendants qui ne relèvent que de leur conscience ou de leurs électeurs n'étant pas de notre ressort.

Nous n'avons fait que défendre la théorie et la pratique socialistes, telles qu'elles avaient été toujours et partout affirmées. Nous n'avons fait que maintenir le Parti sur le terrain de lutte de classe et d'opposition révolutionnaire où l'avaient placé tous nos congrès, nationaux et internationaux, depuis vingt ans.

### *Camarades,*

Nous n'étions pas libres d'agir autrement, sans faillir au mandat que nous tenons de votre confiance. De par les statuts du Parti, le rôle étroit du Conseil National est de « veiller à l'exécution des décisions des congrès et de prendre toutes les mesures que peuvent commander les circonstances (1) » ; il lui faut, d'un congrès à l'autre, aviser à ce que, dans son programme et dans sa tactique, le Parti Ouvrier ne reçoive aucun dommage.

En publiant, avec la commission administrative du Parti Socialiste Révolutionnaire et le secrétariat de l'Alliance Communiste, le *manifeste d'avertissement* que l'on exploite contre nous, de même qu'en y apposant, selon la règle, la signature de la minorité des membres

(1) Article 5, titre III,

absents, le Conseil national n'a fait que son devoir. Au Parti, maintenant, à faire le sien. Notre responsabilité finit avec l'ouverture du Congrès d'Épernay ; la vôtre va commencer, puisque « la direction du Parti appartient exclusivement au Parti lui-même réuni en Congrès national annuel ».

Vous direz, dans la plénitude de votre souveraineté, si vous entendez demeurer, non pas de paroles mais d'actes, un parti de lutte de classe, tous les prolétaires unis contre toutes les bourgeoisies divisées, ou si, par l'entente avec la fraction dite avancée de la classe ennemie, il vous convient d'aller jusqu'à la collaboration directe avec la classe dans son ensemble sous la forme de partage du pouvoir politique.

Vous direz si vous êtes prêts à verser dans un socialisme ministériel ou de gouvernement, qui n'est lui-même qu'une rétrogradation sur le *socialisme d'État* condamné d'une seule voix par tout le socialisme international, ou si, au contraire, l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste continuera à être votre unique objectif, comme elle est la condition nécessaire de tout affranchissement du travail et de la société.

\* \* \*

Mais avant que vous vous prononciez, pour que vous puissiez vous prononcer en connaissance de cause, laissez-nous écarter quelques-uns des sophismes par lesquels on a pu chercher à vous surprendre et vous faire toucher du doigt les conséquences de la politique gouvernementale à laquelle on voudrait vous entraîner.

On vous a dit — et l'on vous redira — que l'acceptation d'un portefeuille par un socialiste n'est que la suite, — pour ne pas dire le triomphe — de cette conquête

des pouvoirs publics, qui est, a été et restera, quand même, notre méthode. Ayant déjà des maires, des conseillers généraux, des députés, pourquoi n'aurions-nous pas des ministres ?

Mais parce qu'il n'y a rien de commun entre les municipalités, les conseils généraux, la Chambre, voire le Sénat, qui ayant à leur base l'élection, *s'ouvrent du dehors* sous la poussée des travailleurs, de leur nombre et de leur organisation, nous permettant d'y pénétrer en ennemis, et les ministères qui *ne s'ouvrent, eux, que du dedans*, dans la mesure où leurs détenteurs bourgeois peuvent avoir intérêt à y introduire un des nôtres pour leur servir de collaborateur ou de couverture.

Les mots mêmes protestent contre l'équivoque que l'on s'efforce de créer.

Conquérir le pouvoir politique exclut jusqu'à l'idée d'en recevoir ou d'en solliciter un morceau, des miettes. Ce n'est pas *avec* la bourgeoisie, c'est *contre* elle que nous enlevons et qu'il faut continuer à enlever, à la baïonnette du scrutin, toutes les positions électives, dans la commune, le département et l'Etat, d'où nous pouvons la frapper de plus près et plus mortellement, en attendant l'inéluctable coup d'épaule révolutionnaire. Mais, pas plus qu'à l'époque des maires non élus il n'aurait été permis à des socialistes d'accepter l'écharpe municipale qui en eût fait les agents de l'Etat bourgeois, il ne saurait leur être permis d'accepter un portefeuille qui les transforme en co-gérants de la classe bourgeoise et de ses intérêts.

On vous dit encore que la présence d'un socialiste dans un ministère — même côte à côte avec le fusilleur de Mai — facilite notre propagande en donnant aux masses l'illusion, sinon la preuve, de la force déjà acquise

par le Parti. Aujourd'hui peut-être ; mais demain ? Avez-vous songé aux déceptions inévitables qui suivront, à la banqueroute à laquelle sera acculé le socialisme lorsqu'après quelques mois ou quelques années de participation au gouvernement, ni les prolétaires de l'usine, ni ceux du champ n'ayant vu modifier leur situation — immuable en régime capitaliste — se retourneront contre nous pour nous demander des comptes ?

Ce qui est advenu du parti radical pour avoir fourni des gouvernants à la République opportuniste doit nous servir de leçon. Non seulement il lui a été impossible de réaliser les quelques réformes toutes politiques qui constituaient son programme ; mais de son passage fragmentaire au pouvoir avec ses Floquet, ses Lockroy, ses Bourgeois, il est mort avant d'avoir vécu, sans avoir pu vivre...

\* \* \*

Cette question vitale réglée, en ce qui concerne notre Parti, le Congrès d'Épernay aura à s'occuper du Congrès général extraordinaire du socialisme français devant lequel, avec le Parti socialiste révolutionnaire et l'Alliance communiste, nous avons pris l'initiative de la porter.

Vous aurez à décider des bases sur lesquelles il devrait être convoqué et du maintien ou de l'extension de son ordre du jour primitif.

Pour bien établir dans quel esprit de loyauté nous étions prêts à aller à ce Congrès, votre Conseil national a déclaré se rallier au projet Jaurès d'il y a un an et ainsi conçu :

Deux délégués pour chacune des circonscriptions dans lesquelles le Parti socialiste a engagé la lutte aux

dernières élections législatives. Un délégué en plus pour chaque millier de suffrages socialistes au-dessus de 3000 et au premier tour de scrutin, sans que pourtant le nombre des délégués puisse dépasser cinq.

Il suffisait que ce mode de composition, en tenant compte des voix obtenues par les diverses organisations, aboutit à une certaine représentation proportionnelle, pour qu'il nous parût acceptable. Mais si nous pouvons proposer, c'est vous qui disposez. Ce point-là, comme les autres, viendra entier devant vos délégués réunis à Epernay.

A plus forte raison leur appartiendra-t-il de dire si, se transformant en Constituante, le Congrès général de septembre aura à mettre la main à l'unification de toutes les forces socialistes et dans quelles conditions et sous quelle forme.

Loin de ne vouloir à aucun prix de cette unité — qui s'imposera tôt ou tard à une classe organisée en parti politique et de révolution — nous sommes de ceux qui l'ont toujours appelée de leurs vœux et qui n'ont rien négligé pour la rendre possible. Non pas, certes, que nous ayons approuvé le fameux punch de Tivoli-Waux-Hall dans lequel, moyennant 60 centimes, le premier venu, si étranger fût-il au socialisme, était appelé à dicter leur conduite, à tracer leur devoir et leur voie à des organisations de plusieurs milliers de militants ayant fait leurs preuves depuis des années et creusé réellement son lit au mouvement socialiste depuis la Commune. Cette façon de faire régir l'*organique* par l'*inorganique* et de livrer aux hasards d'une réunion ouverte à tous les vents la somme de conscience et d'action socialiste réalisée au prix de tant d'efforts, nous avait paru — comme elle nous paraît encore — intolérable ; et notre parti ne l'a

pas caché alors, en se tenant volontairement à l'écart. Mais autant nous nous refusions à laisser briser du dehors — au profit d'une unité de convention qui ne saurait durer — les grandes organisations existantes qui, « produits du temps, résultats d'une sélection libre et réfléchie, tenant leur puissance de la mutuelle confiance des groupes et des membres qui les composent, répondent à des états d'esprit, à des allures, on pourrait dire à des consciences socialistes dont la diversité ne saurait disparaître par décret », autant nous avons toujours travaillé (1) et avec passion à la paix d'abord, à l'entente et à la coopération ensuite des différentes fractions socialistes, nous rapprochant ainsi peu à peu et sûrement de l'unité finale.

Faut-il rappeler le *projet d'unité* soumis dès l'année dernière à notre Congrès national de Montluçon et comment nous avons été les premiers — alors que d'autres les excluaient *a priori* — à rechercher et à trouver le moyen de faire leur place aux Indépendants dans une représentation centrale ? N'est-ce pas nous qui, en novembre, avec le Comité de vigilance, avons mis debout une France socialiste totalisée et sans frontières intérieures ? N'est-ce pas nous enfin qui, après

(1) Toutes les tentatives qui ont été faites depuis quatorze ans pour combiner les efforts des prolétaires arrivés à leur conscience de classe ont toujours trouvé dans le Parti Ouvrier Français la plus ardente collaboration, depuis la campagne des *Sans-Travail* de 1884 et la *Coalition socialiste révolutionnaire* de 1885 jusqu'au *Groupe socialiste de la Chambre* de 1893-98, sans compter qu'après nous être spontanément abstenu, il y a cinq ans, de toute candidature contre les élus socialistes sortants, nous avons, cette année même, appuyé par des affiches du Conseil, les députés des autres fractions qui se représentaient devant leurs électeurs. (*Circulaire du Conseil National du 1<sup>er</sup> juillet 1898*).



avoir contribué autant que quiconque à l'établissement du Comité d'entente socialiste qui va permettre l'organisation du Congrès international de 1900, avons donné corps à l'idée d'un Congrès général du socialisme français en en provoquant la réunion prochaine par notre lettre au Comité national de la Fédération des Travailleurs socialistes ?

*Camarades,*

Ce n'est pas avec un pareil passé d'union que l'on pourra jamais nous trouver en travers d'un nouveau pas dans la même voie. Ce pas, c'est à vous de le mesurer, soit que vous vous en teniez à l'*Union centrale* (1) que vous votiez à l'unanimité en octobre dernier et qui, représentation des grandes organisations existantes proportionnellement à leurs forces respectives, permettrait, à la simple majorité, une action commune, subordonnée aujourd'hui, dans le Comité d'entente, à l'unanimité ; soit que vous croyiez le moment venu d'aller jusqu'au bout, de disparaître, de mourir comme organisation propre pour renaître dans l'inconnu d'une organisation commune à créer de toutes pièces.

Quoi que vous disiez, il sera fait selon votre volonté, qui n'a d'autre limite que votre responsabilité vis-à-vis de la France ouvrière, dont vous avez été jusqu'ici la plus puissante et la plus consciente expression.

(1) L'organe représentatif de l'Union sera constitué par une délégation de chacune des cinq organisations adhérentes. Ces délégués, dont le nombre, pour chaque organisation, est proportionnel au chiffre des voix qu'elle a réunis sur ses candidats aux dernières élections législatives, auront à se réunir chaque fois qu'un des incidents de la lutte politique ou économique appellera une décision commune ou une action d'ensemble. (*Compte-rendu du Congrès de Montluçon, pages 23, 24*).

Ce qui importe — et ce que, pour l'honneur du Parti ouvrier, nous sommes sûrs que vous saurez exiger — c'est que, qu'il s'agisse d'unification ou d'union, elle ne s'opère pas *en arrière* ou *à côté*, mais sur le terrain révolutionnaire de classe qui a toujours été le nôtre, avec la propriété et la production sociales comme but et l'expropriation capitaliste comme moyen.

Ce qui importe encore, c'est que, sous prétexte de vous émanciper de vous-mêmes, vous ne laissiez pas le prolétariat organisé à la discrétion d'une presse indépendante, et que, pour cela, tous les journaux socialistes soient placés sous le contrôle direct ou dans la main du parti, uni ou unifié.

POUR LE CONSEIL NATIONAL :

Les Secrétaires : *Jules Guesde* ; — *Paul Lafargue*.

Août 1899.

## Les élections municipales de 1900

AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE.

*Camarades,*

Lorsqu'en 1891 le Parti ouvrier — votre parti — se jugeant suffisamment fort pour généraliser et systématiser sa lutte sur le terrain municipal, vous mit en main, avec le *programme de Lyon*, l'arme par laquelle vous deviez vaincre, il ne vous laissa pas croire un instant qu'au bout de la conquête des Hôtels-de-Ville il y eût, il pût y avoir la fin de la servitude et de la misère ouvrières.

Il savait trop : d'une part que *l'émancipation du travail est une question d'expropriation capitaliste et d'appropriation sociale* que peut seul résoudre le gouvernement par vous occupé, disons le mot, *la dictature du prolétariat* ; d'autre part, que les municipalités, placées sous la férule de l'Etat bourgeois, sont outrageusement limitées dans leur action réformatrice par une légalité faite à l'image et à l'usage de la classe ennemie.

Ce que vous a dit alors le Parti ouvrier, qui, pour regarder vers l'avenir, ne néglige pas le présent, — et ce qu'il vous répète aujourd'hui — c'est qu'en attendant de pouvoir, au nom de la nation, reprendre à vos exploiters, usines, ateliers, machines et autres moyens de production, il y avait lieu de leur enlever l'administration de la commune, qui vous revient de droit de par votre nombre ; c'est qu'en désarmant ainsi la classe qui vous tient dans sa dépendance économique, vous armiez la vôtre, d'autant plus libre de ses mouvements et de son organisation ; c'est que, devenues socialistes — et seulement alors — les municipalités pourraient mettre la main aux trop rares réformes qui sont de leur ressort et faire réellement œuvre ouvrière.

L'expérience — et une expérience de neuf années — n'a pas tardé à nous donner raison.

Partout où, avec le Parti ouvrier, le Travail a, dans la gestion communale pris la place du Capital, pour la première fois l'on s'est préoccupé de l'enfant et de la femme autrement que pour les transformer en chair à machine et à profit. Des cantines scolaires — embryon de la véritable et future éducation nationale — ont été instituées qui, en l'abritant contre la faim et le froid, ont rétabli le « petit » du peuple ouvrier dans son droit à la vie, en même temps que s'élevaient des *maternités*, et

que des asiles et que des pensions à domicile épargnaient le pain de l'aumône aux vieillards et aux invalides du travail. Pour les adultes, c'étaient des Bourses du travail les arrachant à un éparpillement qui fait en grande partie leur faiblesse ; c'était la gratuité du placement, cessant d'être le plus voleur des commerces pour devenir un devoir communal ou corporatif ; c'était, dans tous les travaux municipaux, la journée de 8 heures, un salaire rémunérateur et le marchandage supprimé, cette exploitation à la deuxième puissance ; pour ne rien dire des consultations judiciaires gratuites, de l'exemption pour les petits loyers de toute cote mobilière et personnelle, des taxes d'octroi abolies ou réduites sur les denrées de première nécessité, etc., etc.

Bref, vos élus de classe, au milieu de la banqueroute générale, ont tenu tout ce que comportait le programme unique et commun avec lequel ils s'étaient présentés à la France du travail ; et à Lille comme à Montluçon, à Roubaix comme à Marseille, à Roanne comme à Cette, vous avez trouvé en eux, non seulement les facteurs du mieux-être promis, mais de précieux et dévoués collaborateurs dans la double tâche qui s'impose au prolétariat du XIX<sup>e</sup> siècle, de résistance à l'exploitation quotidienne et de préparation d'une société nouvelle sans exploitation et sans classes.

*Camarades,*

Il s'agit, dans quelques jours, le lendemain de notre onzième *Premier Mai*, d'étendre cet état de choses, de poursuivre la libération partielle si bien commencée en 1892 et en 1896. Il s'agit de compléter la conquête socialiste de nos communes et de chasser des mairies qu'ils détiennent encore les divers partis bourgeois qui ne

voient et n'ont jamais vu dans l'exercice du pouvoir municipal qu'un moyen de brider vos efforts et d'emplir leurs poches.

Il s'agit de retourner contre la classe capitaliste, maîtresse de l'Etat, les communes, converties, entre, les mains ouvrières, en autant de bases d'opération pour la lutte ultérieure et décisive, et de préparer de la sorte, avec l'avènement gouvernemental du prolétariat, la transformation ou la révolution sociale nécessaire.

... *Camarades,* ...

Le Parti ouvrier compte sur vous, sur la conscience et l'énergie de chacun et de tous, pour faire faire, le 6 mai prochain, à votre classe et à l'humanité dont elle incarne les besoins et les droits, un nouveau et grand pas vers leur affranchissement final.

Le 6 mai 1900 marquera — il le faut — *l'expropriation municipale définitive de la bourgeoisie.*

Et ce faisant, vous aurez bien mérité de la République, sauvée à jamais de ses adversaires déclarés et de ses prétendus défenseurs, le jour où ce ne sera plus, comme en 1871, la seule Commune de Paris, mais les communes de France, par milliers, qui seront debout au cri de : *Vive la Sociale !*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL NATIONAL :

*René Chauvin ; — S. Dereure ; — Gabriel Farjat ; — Edouard Fortin ; — Jules Guesde ; — Paul Lafargue ; — Etienne Pédron ; — René Prévost ; — Lucien Roland ; — Ferdinand Roussel ; — Alexandre Zévaès.*

29 avril 1900.

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
Ni Ferry, ni Boulanger.....	3
La manifestation internationale du 1 <sup>er</sup> mai.....	6
Le premier Congrès national des inscrits maritimes..	8
Le Premier-Mai 1891.....	11
Le travail des mines.....	14
La journée de 8 heures.....	16
Le Premier-mai 1892 et les élections municipales ...	18
La fusillade de Fourmies.....	20
La grève de Carmaux.....	24
A propos de dynamite.....	26
Le Panama.....	28
Socialisme et patriotisme.....	31
Fermeture de la Bourse du Travail de Paris.....	35
Les Elections législatives de 1893 (29 juillet).....	38
Les Elections législatives de 1893 (5 août).....	46
Le Premier-mai 1894.....	49
Le Premier-mai 1895.....	53
Les Elections départementales de 1895.....	55
Les Elections municipales de 1896 (mars).....	58
Les Elections municipales de 1896 (juillet).....	61
Les Congrès de Lille et de Londres.....	63
Le Pacte de famine.....	67
Les Elections législatives de 1898.....	70
L'Affaire Dreyfus.....	74
Le Ministère Waldeck-Millerand-Galliffet (14 juillet 1899).....	76
Le Ministère Waldeck-Millerand-Galliffet (août 1899).	80
Les Elections municipales de 1900.....	88

**MADE IN FRANCE**

## A LA MÊME LIBRAIRIE

---

- F. LASSALLE. — Qu'est-ce qu'une Constitution ?.** 0 fr. 20  
**KARL KAUTSKY. — Parlementarisme et Socialisme** ..... 3 fr.
- 

### **Parti Ouvrier Français** **CONSEIL NATIONAL**

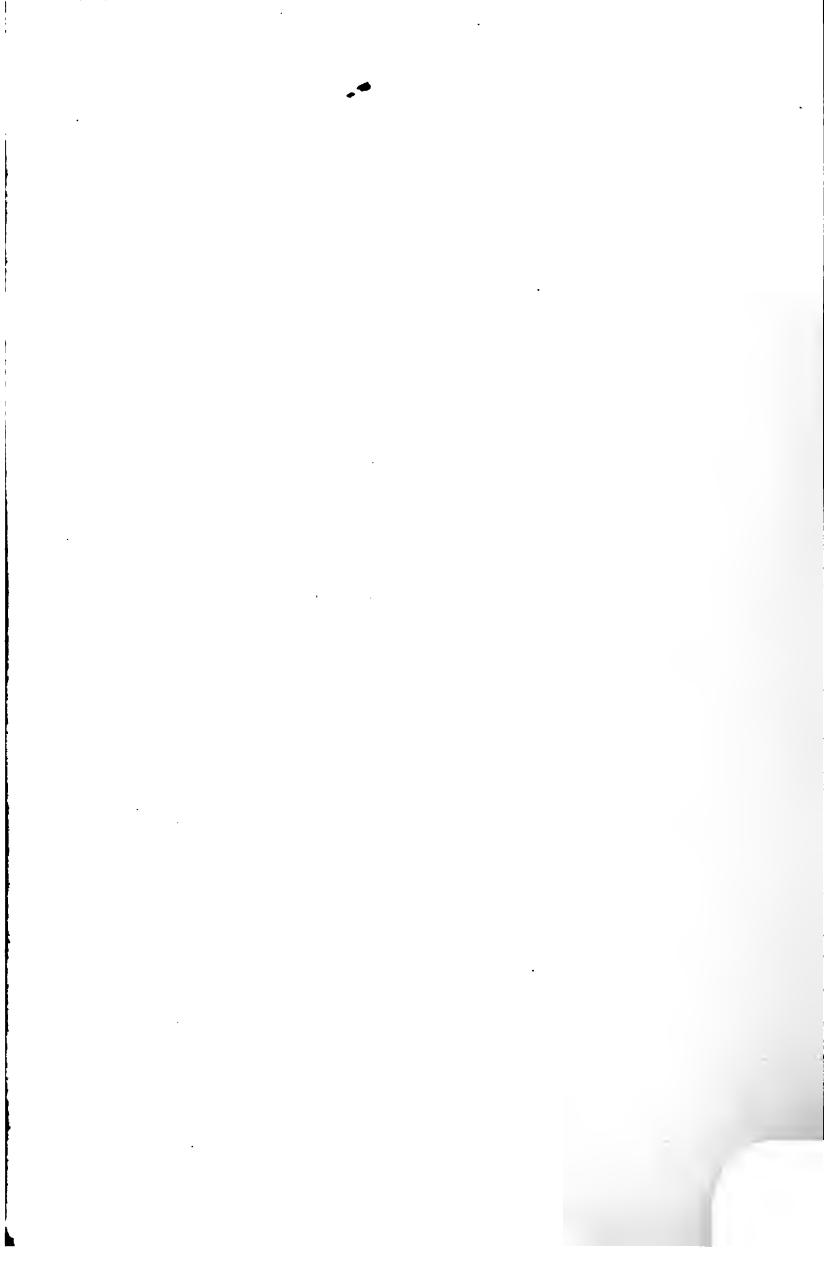
**Siège social : 5, rue Rodier, Paris**

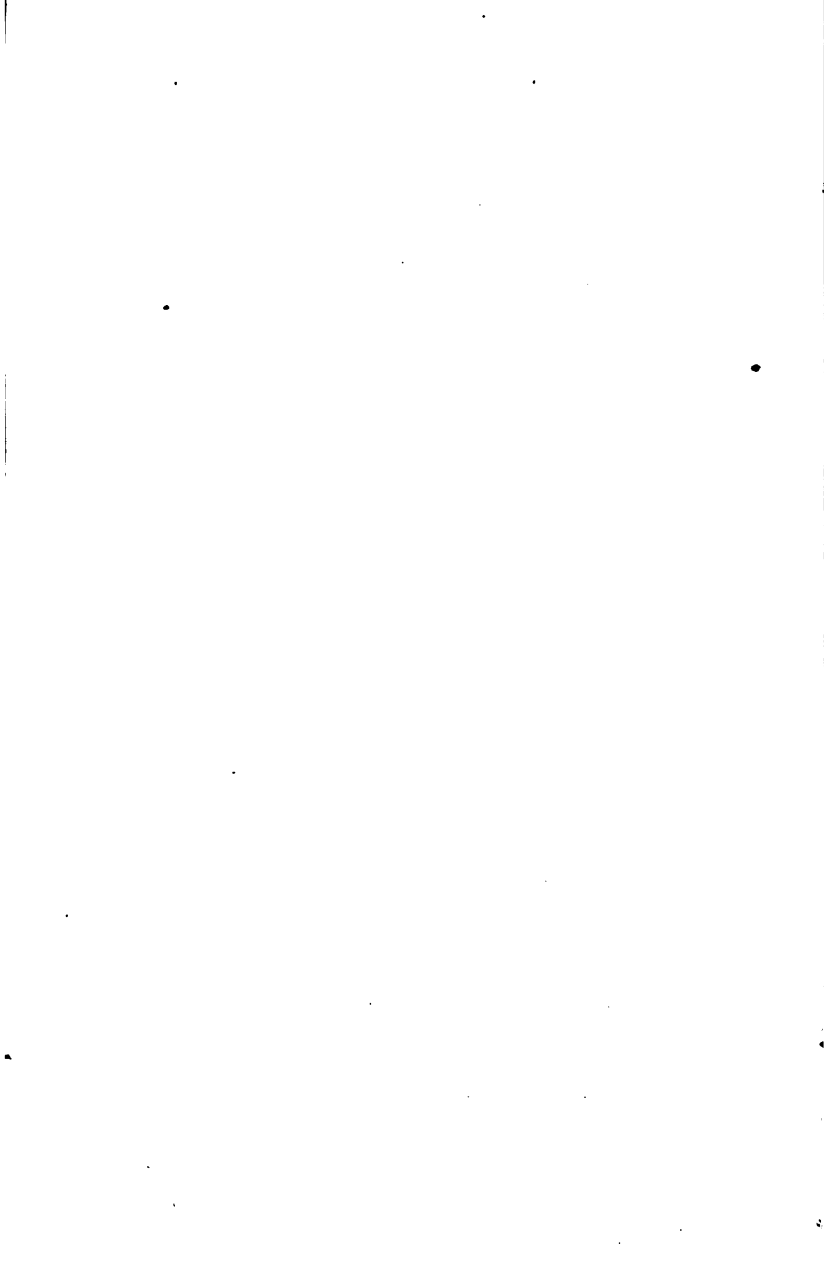
*Bibliothèque du Parti Ouvrier Français*

(Catalogue envoyé franco à la première demande).

- Aperçu Historique sur le Parti Ouvrier Français,**  
par Alexandre Zévaès, député de l'Isère..... 0 fr. 25
- Le Socialisme et la Conquête des Pouvoirs publics,**  
par Paul Lafargue..... 0 fr. 10
- Le P. O. F. Programme, Organisation, Recrutement.** Plaquette de 8 pages, indispensable à la propagande, rendu franco à domicile, le cent..... 2 fr. 50
- Le Collectivisme.** par Jules Guesde. Troisième édition. Prix..... 0 fr. 10
- Double réponse à MM. de Mun et Deschanel,** par Jules Guesde, forte brochure de 64 pages. Prix..... 0 fr. 25
- Le Socialisme et les Intellectuels,** par Paul Lafargue, Brochure de 36 pages. Prix..... 0 fr. 20  
Le cent, port compris..... 15 fr.







23, 26



This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

~~JUL 16 1973~~  
JUL AUG 3 46

MAY 15 1973 H  
CANCELLED

39719  
MAY 19 1973

JUN 18 1973 H  
CANCELLED  
MAY 25 1973

DUE AUG - 8 1973

CANCELLED

STATE STUDY  
CHARGE



